

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1340

30 juin 2010

SOMMAIRE

AB CPFM Europroperty Finance S.à r.l.	Delta Africa Holding S.A.	64285	64316
.....	Deluxe Café Holdings S.A.	64285	64283
AB CPFM Real Estate Finance S. à r.l. ...	EAB Property Investment S. à r.l.	64284	64284
AB Real Estate Investment S.à r.l.	Eontech Ventures S.A. & Alpha S.C.A. ...	64285	64299
Au Confucius s.à r.l.	Feeric Investment S.A.	64285	64296
B2P Participations S.A.	Finau S.A.	64297	64296
Banque Raiffeisen	Fita 2 S. à r.l.	64303	64298
bofrost* Benelux Holding S.à r.l.	Galey & Lord Overseas S.à r.l.	64307	64285
bofrost* Vertriebs II GmbH	G.T. Immobilière S.A.	64306	64284
Caisse Raiffeisen Bascharange-Reckange-Soleuvre	Industisol Luxembourg S.à r.l.	64303	64298
Caisse Raiffeisen Canton Remich	Issin Investments SA	64303	64298
Caisse Raiffeisen Junglinster	Ivernest S.A.	64303	64283
Caisse Raiffeisen Musel-Sauerdall	Macav S.A.	64304	64283
Caisse Raiffeisen Niederanven/Syrdall	Magabir S.A.	64304	64274
CAP Company S.A., société de gestion de patrimoine familial	Main Corner S.A.	64282	64282
Cavenagh Luxembourg Management	Nefertari S.A.	64286	64282
CFT Consultancy S.A.	Pictor Specialized Fund S.A.	64316	64315
CGM Lux 1 S.à r.l.	Point Parks Poland 1 S.à r.l.	64302	64306
Chardonnay S.A.	Property and Development S.A.	64297	64307
Collineo Holding S.à r.l.	Relaxation 2000	64284	64307
Compagnie Financière Panthenon S.à r.l.	SAMUEL'S FINANCE (Luxembourg) S.A.	64284	64296
.....	64284	64296
Corbox S.A.	Specialised Finance Solutions (S.F.S.) S. à r.l.	64286	64297
Cyrom Administration, s.à r.l.	Swiss Re Treasury (Luxembourg) S.A. ...	64320	64304
D.A.L. Holding, Société Anonyme	TNN Trust and Management S.A.	64297	64298
Davisol Finance Holding S.A.	TNN Trust and Management S.A.	64316	64298

Magabir S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépinés.
R.C.S. Luxembourg B 13.268.

PROJET DE FUSION

PROJET COMMUN DE FUSION TRANSFRONTALIERE PAR ABSORPTION DE MAGABIR S.A.,
société anonyme holding
PAR BIRRA FORST S.p.A.

1. Forme, dénomination, siège social des sociétés qui fusionnent

En vertu de l'article 261 de la loi luxembourgeoise du 10/08/1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée (la "Loi") et des articles 2501 et suivantes du Code Civil italien, les conseils d'administration de:

BIRRA FORST S.p.A., société par actions, réglementée par le droit italien, ayant son siège social à La-gundo (BZ), via Venosta n. 8, dont le capital social s'élève à EUR 1.100.000,00 entièrement versé, inscrite au Registre délie Imprese de Bolzano (Italie) sous le n. 00100500214 (ci-après dénommée la "Société absorbante")

et

MAGABIR S.A. société anonyme holding (Holding 1929), réglementée par le droit luxembourgeois, ayant son siège social au Grand-Duché de Luxembourg, L-1145 Luxembourg, rue des Aubépinés 180, dont le capital social s'élève à USD 650.00000, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (R.C.S.) sous le numéro B-13268 (ci-après dénommée la "Société absorbée") entendent effectuer une fusion transfrontalière en vertu de laquelle la Société absorbée cessera d'exister et la Société absorbante prendra en charge la totalité des actifs et passifs de la Société absorbée (ci-après la "Fusion").

Les formes, dénomination et siège social de la société absorbante resteront inchangés après la Fusion.

2. Statuts de la société absorbante

Les statuts de la Société absorbante ne subiront, suite à l'effet de la Fusion, aucune modification.

Il n'y aura pas de changement quant aux modalités qui règlent la participation aux bénéfices pour les actionnaires de la Société absorbante.

Les statuts en vigueur de la Société absorbante sont annexés au présent Projet Commun de Fusion sous l'Annexe "A", et resteront inchangés.

3. Dates auxquelles se réfèrent le bilan et la situation patrimoniale de fusion

La Fusion sera actée sur base:

a) du bilan d'exercice de la Société absorbante à la date du 31 décembre 2009;

b) du bilan d'exercice de la Société absorbée à la date du 31 décembre 2009.

4. Evaluation des éléments patrimoniaux actif et passif transférés à la société absorbante

Les éléments actifs et passifs de la Société absorbée dont la transmission est prévue, ci-après énumérés en dollars US et convertis en EUROS, sont ceux figurant à son bilan à la date du 31 décembre 2009 :

Actif	USD	EURO
BIRRA FORST	2 018 698,33	1 408 426,94
Autres	24 811 690,18	17 310 884,10
	<u>26 830 388,51</u>	<u>18 719 311,04</u>
Passif		
Capital	650 000,00	453 498,92
Réserve légale	65 000,00	45 349,89
Résultats reportés	23 654 961,49	16 503 845,32
Résultat de l'exercice	995 358,52	694 452,33
Dette actionnaires	1 464 743,50	1 021 937,84
Autres dettes	325,00	226,75
	<u>26 830 388,51</u>	<u>18 719 311,04</u>

L'actif net s'élève à USD 25.365.320,01 (EUR 17.697.146,45).

5. Détermination du rapport d'échange des actions et montant éventuel de la soulte

En vertu de l'article 261 de la Loi et des dispositions des articles 2501 et suivantes du Code Civil italien, la Fusion sera actée par absorption de la Société absorbée par la Société absorbante, donnant ainsi lieu à une fusion partiellement inversée, partant du fait que la Société absorbée détient 45% du capital de la Société absorbante.

Par effet de la Fusion, la Société absorbée sera dissoute sans liquidation et les actions de la Société absorbée seront annulées.

Considérant que la Société absorbée détient 45% du capital social de la Société absorbante et que 55% des actions émises de la Société absorbante sont détenus dans la même proportion par les mêmes actionnaires de la Société absorbante, les actionnaires de la Société absorbée recevront proportionnellement, en remplacement des 32.500 actions annulées, les actions de la Société absorbante détenues par la société absorbée, soit 900 actions d'une valeur de EUR 550,-.

Aucun paiement d'une soulte ne sera prévu.

Eu égard de ce qui est convenu ci-avant sur base d'un consentement unanime des actionnaires des Sociétés absorbée et Société absorbante, ainsi que des titulaires de droits réels partiels sur les actions, le consentement devra être expressément confirmé au siège social où se tiendront les assemblées délibérant sur la Fusion transfrontalière.

6. Modalités de remise des actions de la société absorbante

Les actions de la Société absorbante seront inscrites au nom des actionnaires de la Société absorbée dans les 15 jours suivant la date effective de la fusion.

7. Modalités d'exercice des droits des créanciers de la société absorbée

Les créanciers de la Société absorbée et de la Société absorbante bénéficieront de toutes les protections et voies de droit telles que prévues par le droit luxembourgeois et le droit italien, notamment :

a) Au terme du droit luxembourgeois, les créanciers de la Société absorbée et de la Société absorbante, dont les créances sont antérieures à la date de publication du procès-verbal des assemblées générales par devant notaire autorisant la fusion peuvent, dans les deux mois de cette publication, demander au tribunal compétent, la constitution de sûretés pour des créances échues ou non échues, au cas où la fusion réduirait le gage des créanciers.

b) Au terme de l'article 2503 du Code Civil italien, les créanciers de la Société absorbée et de la Société absorbante, dont les créances sont antérieures à la date de publication du projet de fusion, peuvent s'opposer devant le tribunal compétent, dans les 60 jours de la publication de la décision de fusion dans le registre des sociétés.

Dans ce cadre, les créanciers pourront obtenir des informations supplémentaires au siège social de la Société absorbante et de la Société absorbée.

8. Date à partir de laquelle les actions donnent droit de participer aux bénéfices et modalités particulières relatives à ce droit

Les actions de la Société absorbante alors détenues à l'issue de la Fusion par les actionnaires de la Société absorbée seront entièrement assimilées à toutes les autres actions émises de la Société absorbante et donneront droit aux distributions de bénéfices ou répartitions de réserves qui pourront être décidées par la Société absorbante à compter de la date effective de la présente fusion, dans les mêmes proportions que les autres actions émises.

9. Dates des effets légaux, comptables et fiscaux de la fusion

La Fusion sera effective à partir de la date d'inscription de l'acte de Fusion auprès du Registre des Entreprises dans le pays de la Société absorbante ou à une date ultérieure qui sera éventuellement indiquée dans l'acte de Fusion.

Les opérations de la Société absorbée seront imputées dans le bilan de la Société absorbante à partir de la date à laquelle la Fusion produira ses propres effets.

De même, suivant les articles 178, 179 e 172, comma 9 du D.P.R. n. 917 du 22 décembre 1986 de la loi italienne, les effets fiscaux de la Fusion prendront effet à la même date.

10. Traitement réserve en faveur de catégories particulières d'actionnaires et de détenteurs de titres autres que les actions

Il est précisé qu'il n'existe pas de catégories particulières d'actionnaires et de détenteurs de titres autres que les actions des Sociétés absorbée et Société absorbante.

11. Avantages particuliers en faveur des membres des organes d'administration, de direction, de surveillance ou de contrôle des sociétés qui fusionnent, ainsi qu'aux experts examinant le projet de fusion

Il n'y a pas d'avantages particuliers prévus en faveur des membres des organes d'administration, de direction, de surveillance ou de contrôle des sociétés qui fusionnent ni en faveur d'experts examinant le projet de fusion.

Si les assemblées des actionnaires et des porteurs des autres titres conférant un droit de vote de chacune des sociétés participant à la fusion en décident ainsi, ni un examen du projet commun de fusion par des experts indépendants ni un rapport d'expert ne sont requis suivant l'article 266 (S) de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée et l'article 2501-sexies du Code Civil italien.

12. Effets probables de la fusion sur l'emploi et informations sur les procédures relatives à l'implication des travailleurs

La Société absorbante a actuellement 262 contrats de travail à durée indéterminée et 25 contrats de travail à durée déterminée.

L'accomplissement de la Fusion ne comportera aucune modification sur les contrats de travail actuellement en vigueur. De même, suite à la Fusion, il n'y a pas de répercussions futures prévues sur le maintien des travailleurs de la Société absorbante.

La Société absorbée n'a aucun employé et par conséquent la procédure de consultation syndicale, requise par l'article 47 de la Loi italienne n. 428 du 29 décembre 1990 ne trouvera pas d'application. De même ne trouvera pas application le Decreto Legislativo n. 188 du 19 août 2005 en relation avec la société en régime dit "di partecipazione dei lavoratori".

13. Fusion par endettement

En vertu et par effet de l'article 2501-bis C.C. (code civil italien), il est spécifié que la présente Fusion ne sera pas réalisée par endettement (crédit vendeur).

14. Coûts

Le coût de l'opération de fusion sera supporté, à savoir :

- dans l'hypothèse où le présent projet de fusion ne serait pas réalisé, les frais y afférents seront supportés par moitié par la Société absorbante et par la Société absorbée;
- dans l'hypothèse où le présent projet de fusion serait approuvé, tous les frais générés par cette Fusion seront supportés par la Société absorbante.

Milano - Luxembourg, le 24 juin 2010.

Pour Birra Forst S.p.A. et Magabir S.A., société anonyme holding

EXPERTA LUXEMBOURG, société anonyme

Fabio Mastrosimone / Catherine Royemans

. / Vice-President

PROGETTO COMUNE DI FUSIONE TRANSFRONTALIERA PER INCORPORAZIONE DI MAGABIR S.A., società
anonima holding
IN BIRRA FORST S.p.A.

1. Forma denominazione, sede delle società partecipanti alla fusione

Ai sensi dell'art. 261 della legge lussemburghese sulle società di capitali tale quale modificata (la "Legge") e gli articoli 2501 e seguenti del codice civile italiano, i consigli di amministrazione di:

BIRRA FORST S.p.A., società per azioni, regolata dal diritto italiano, con sede legale in Lagundo (BZ), via Venosta n. 8, capitale sociale EURO 1.100.000,00 interamente versato, iscritta al Registro delle Imprese di Bolzano al n. 00100500214, (d'ora innanzi "Società Incorporante");

e

MAGABIR S.A. società anonima holding (Holding del 29), regolata dal diritto lussemburghese, con sede in città del Lussemburgo (LUX) rue des Aubépines n. 180, capitale sociale Dollari USA 650.000,00 iscritta al Registro Commerciale delle società (R.C.S.) del Lussemburgo al n. B- 13268, (d'ora innanzi "Società Incorporanda");

intendono effettuare una fusione transfrontaliera in virtù della quale la Società Incorporante subentrerà nella totalità delle attività e delle passività della Società Incorporanda (d'ora innanzi la "Fusione").

Forma, denominazione e sede della Società Incorporante rimarranno invariate dopo la Fusione.

2. Statuto della società incorporante

Lo statuto della Società Incorporante non subirà, per effetto della fusione, nessuna modifica.

Non vi saranno variazioni alle modalità di partecipazione agli utili da parte dei soci della Società Incorporante.

Lo statuto vigente della Società Incorporante è allegato al presente Progetto Comune di Fusione come Allegato "A", e resterà invariato.

3. Data a cui si riferiscono i bilanci o le situazioni patrimoniali di fusione

La fusione viene attuata sulla base:

- a) del bilancio d'esercizio della Società Incorporante alla data del 31 dicembre 2009;
- b) del bilancio d'esercizio della Società Incorporanda alla data del 31 dicembre 2009.

4. Valutazione degli elementi patrimoniali attivi e passivi trasferiti alla società incorporante

Gli elementi patrimoniali attivi e passivi della Società Incorporanda, qui di seguito valutati in dollari USA e convertiti in EURO, sono quelli risultanti dal suo bilancio alla data del 31 dicembre 2009:

Attivo	Dollari USA	EURO
BIRRA FORST	2 018 698,33	1 408 426,94
Altro	24 811 690,18	17 310 884,10
	26 830 388,51	18 719 311,04

Passivo		
Capitale	650 000,00	453 498,92
Riserva legale	65 000,00	45 349,89
Risultati a nuovo	23 654 961,49	16 503 845,32
Risultati d'esercizio	995 358,52	694 452,33
Debiti	1 464 743,50	1 021 937,84
Altre debiti	325,00	226,75
	<u>26 830 388,51</u>	<u>18 719 311,04</u>

Il patrimonio netto ammonta a Dollari USA 25.365.320,01 (EURO 17.697.146,45).

5. Determinazione del concambio delle azioni ed eventuale conguaglio

Ai sensi dell'art. 261 della Legge e degli articoli 2501 e seguenti del codice civile italiano, la Fusione verrà attuata mediante incorporazione della Società Incorporanda nella Società Incorporante, dandosi così luogo ad una fusione parzialmente inversa, stante il fatto che la Società Incorporanda detiene il 45% del capitale della Società Incorporante.

Per effetto della Fusione, la Società Incorporanda si estinguerà senza liquidazione e le sue azioni verranno annullate.

In considerazione del fatto che la Società Incorporanda detiene il 45% del capitale sociale della Società Incorporante e che il restante 55% delle azioni emesse dalla Società Incorporante è detenuto dai medesimi soci, nelle medesime porzioni, della stessa Società Incorporante, gli azionisti della Società Incorporanda riceveranno proporzionalmente, in cambio delle n. 32.500 azioni annullate, le azioni della Società Incorporante detenute dalla Società Incorporanda, ossia 900 azioni del valore nominale di euro 550.

Non è previsto alcun conguaglio in denaro.

Quanto sopra viene stabilito sul presupposto del consenso unanime dei soci di entrambe le società, nonché dei titolari di diritti reali parziali sulle azioni, consenso che dovrà pertanto essere confermato espressamente in sede di deliberazione assembleare di fusione.

6. Modalità di assegnazione delle azioni della società incorporante

Le azioni della Società Incorporante saranno iscritte a nome dei soci della Società Incorporanda entro i 15 giorni seguenti la data di efficacia della fusione.

7. Modalità d'esercizio dei diritti dei creditori della società incorporanda

I creditori della Società Incorporanda e della Società Incorporante beneficeranno di tutte le protezioni del diritto possibili, in forza del diritto lussemburghese e del diritto italiano, e precisamente:

a) Ai sensi del diritto lussemburghese, i creditori della società Incorporanda e della Società Incorporante, i cui i crediti siano anteriori alla data di pubblicazione dei verbali delle assemblee generali, tenutesi alla presenza di un notaio, volte ad autorizzare la fusione, possono, nel due mesi successivi a tale pubblicazione, chiedere al Tribunale competente, la costituzione di garanzie per i crediti scaduti o non scaduti, nel caso in cui la Fusione riduca le garanzie dei creditori.

b) Ai sensi dell'art. 2503 del codice civile italiano, i creditori della società Incorporanda e della Società Incorporante, i cui i crediti siano anteriori alla data di iscrizione presso il registro delle imprese delle deliberazioni di fusione, possono fare opposizione alla Fusione, entro 60 giorni dalla data di iscrizione della decisione di fusione nel registro delle imprese.

A tal riguardo, i creditori potranno ottenere ulteriori informazioni presso le sedi sociali della Società Incorporanda e della Società Incorporata.

8. Data dalla quale le azioni danno diritto di partecipare agli utili e modalità particolari relative a tale diritto

Le azioni della Società Incorporante che saranno assegnate alla data di efficacia della Fusione dagli azionisti della Società Incorporanda saranno del tutto uguali a tutte le altre azioni emesse dalla Società Incorporante e daranno diritto alla distribuzione degli utili e al riparto delle riserve che potranno essere deliberati dalla Società Incorporante a far data dalla efficacia della presente Fusione, nelle medesime porzioni delle altre azioni emesse.

9. Decorrenza degli effetti civilistici, contabili e fiscali della fusione

La fusione avrà efficacia a decorrere dalla data di iscrizione dell'atto di fusione presso il Registro delle Imprese della Società Incorporante ovvero dalla successiva data che verrà eventualmente indicata nell'atto di fusione.

Le operazioni della Società Incorporanda saranno imputate al bilancio della Società Incorporante dal giorno in cui la fusione produrrà i propri effetti.

Parimenti, ai sensi degli articoli 178, 179 e 172, comma 9 del D.P.R. n. 917 del 22 dicembre 1986 della legge italiana, gli effetti fiscali della fusione decorreranno dalla medesima data.

10. Trattamento riservato in favore di particolari categorie di soci e di possessori di titoli diversi dalle azioni o quote

Si precisa che non esistono particolari categorie di soci né possessori di titoli diversi dalle azioni o quote in alcuna delle Società Partecipanti.

11. Vantaggi particolari in favore dei membri degli organi amministrativi, di direzione, di sorveglianza e di controllo delle società partecipanti alla fusione e degli esperti che esaminano il progetto di fusione

Non sono previsti vantaggi particolari in favore dei membri degli organi amministrativi, di direzione, di sorveglianza e di controllo delle Società Partecipanti, né a favore degli esperti che esaminano il progetto di fusione.

Qualora le assemblee degli azionisti e dei portatori di titoli partecipativi aventi diritto di voto di ciascuna delle Società Partecipanti decidano diversamente, né un esame del progetto comune di fusione da parte di esperti indipendenti, né un rapporto degli esperti sono richiesti ai sensi dell'art. 266 (5) della legge lussemburghese del 10 agosto 1915 sulle società di capitali, come modificato e conformemente alle disposizioni dell'articolo 266 (5) della Legge e dell'art. 2501-sexies codice civile italiano.

12. Probabili effetti della fusione sui profili occupazionali e informazioni sulle procedure di coinvolgimento dei lavoratori

Allo stato attuale, la Società Incorporante ha in essere 262 contratti di lavoro a tempo indeterminato e 25 contratti di lavoro a tempo determinato.

Il perfezionamento della Fusione non comporterà alcuna modifica su tali rapporti di lavoro attualmente in essere, e non sono previste ripercussioni future della Fusione sull'occupazione dei lavoratori della Società Incorporante.

La Società Incorporanda non ha alcun dipendente e conseguentemente la procedura di consultazione sindacale, richiesta dall'articolo 47 della Legge italiana n. 428 del 29 Dicembre 1990 non troverà applicazione, così come non troverà applicazione il Decreto Legislativo n. 188 del 19 Agosto 2005 in relazione a società in regime di partecipazione dei lavoratori.

13. Fusione per indebitamento

Ai sensi e per gli effetti dell'art. 2501-bis C.C. italiano si dà atto che la presente fusione non si realizza a seguito di acquisizione con indebitamento.

14. Costi

U costo dell'operazione di fusione sarà sopportato:

- nell'ipotesi in cui il presente progetto di fusione non si realizzi, gli oneri ad esso afferenti saranno sopportate in pari misura dalla Società Incorporante e della Società Incorporanda;
- nell'ipotesi in cui il presente progetto di fusione sia approvato, tutti gli oneri generati da questa Fusione saranno sopportati dalla Società Incorporante.

Milano - Lussemburgo 24 giugno 2010.

Per conto di Birra Forst S.p.A. e Magabir S.A., société anonyme holding

EXPERTA LUXEMBOURG, société anonyme

Fabio Mastrosimone / Catherine Royemans

- / Vice-Président

ALLEGATO A - STATUTO VIGENTE DI BIRRA FORST SPA

Allegato "A" Repertorio n. 53.704 Raccolta n. 9.960

STATUTO

di "BIRRA FORST S.p.A." con sede in Foresta del comune di Lagundo, Via Venosta n. 8, capitale sociale Euro 1.100.000- (unmillionecentomila) interamente versato, iscritto nel Registro delle Imprese di Bolzano al numero BZ008-2440.

Codice Fiscale 00100500214

Nome - scopo - sede - durata

1)

La società originariamente costituita con rogito 8 ottobre 1927, n° 10193 di Repertorio del Notaio Dottor Antonio Candiani di Venezia, ha la denominazione di "BIRRA FORST S.p.A" ed in lingua tedesca "BRAUEREI FORST AG".

2)

La società ha per oggetto l'esercizio dell'industria e del commercio della birra, delle acque minerali, bevande gassate ed affini, compresa la conduzione dei fondi rustici annessi allo stabilimento di Foresta, nonché la conduzione e gestione delle proprie birrerie.

Essa potrà compiere tutte le operazioni commerciali, industriali e finanziarie, mobiliari ed immobiliari, che saranno ritenute dal Consiglio necessarie ed utili per il conseguimento dell'oggetto sociale, nonché assumere, sia direttamente che indirettamente, interessenze e partecipazioni in altre società ed imprese aventi oggetto analogo, affine o connesso al proprio.

Potrà altresì concedere e rilasciare garanzie e fidejussioni, anche per le obbligazioni di terzi e di altre società collegate o non collegate, quale ne sia il loro scopo sociale.

3)

La società ha sede legale in Lagundo (BZ). L'Organo amministrativo potrà istituire e sopprimere sedi secondarie, filiali, rappresentanze ed agenzie sia in Italia sia all'Estero.

4)

Il domicilio dei soci per i loro rapporti con la società nonché quello dei membri degli Organi sociali, è quello risultante dai libri sociali.

5)

La durata della società è fissata dalla data dell'atto costitutivo sino al 31 dicembre 2050, salvo proroghe od anticipato scioglimento.

Capitale

6)

Il capitale sociale è di Euro 1.100.000,00 - (unmilionecentomila virgola zerozero), diviso in 2.000 (duemila) azioni ordinarie di Euro 550,00 - (cinquecentocinquanta virgola zerozero) ciascuna.

Il capitale sociale potrà venire aumentato anche mediante emissione di azioni privilegiate aventi diritti diversi da quelli delle azioni precedentemente emesse.

7)

Le azioni liberate sono di regola nominative e potranno essere convertite in azioni al portatore, o viceversa, qualora non ostino divieti di legge.

8)

L'assemblea potrà deliberare la riduzione del capitale anche mediante assegnazione a singoli soci o gruppi di soci di determinate attività sociali, o di azioni, o quote di altre aziende nelle quali la società avesse partecipazione.

Assemblea

9)

L'assemblea regolarmente costituita rappresenta l'universalità dei soci e le sue deliberazioni, prese in conformità alla legge ed al presente statuto, obbligano tutti i soci.

L'assemblea è ordinaria o straordinaria ai sensi di legge.

Essa può essere convocata anche fuori della sede sociale, purché sul territorio della Repubblica Italiana, ogniqualvolta il Consiglio di Amministrazione lo ritenga opportuno.

L'assemblea ordinaria deve essere convocata almeno una volta all'anno, entro 120 giorni dalla chiusura di ogni esercizio sociale, per l'approvazione del bilancio dell'anno decorso.

Quando la società è tenuta alla redazione del bilancio consolidato e quando lo richiedono particolari esigenze relative alla struttura ed all'oggetto della società, l'assemblea ordinaria può essere convocata dal Consiglio di Amministrazione entro 180 giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale.

10)

Ogni azione dà diritto ad un voto.

11)

Le convocazioni delle assemblee saranno fatte ai sensi dell'articolo 2366, comma 3, del Codice Civile.

L'avviso dovrà contenere l'ordine del giorno, il luogo, la data e l'ora dell'assemblea.

Nello stesso avviso potrà essere fissata, per un altro giorno successivo, una nuova convocazione della assemblea, qualora la prima andasse deserta; ne dovrà venir indicata l'esatta data, il luogo e l'ora.

Le assemblee possono svolgersi anche in audio-videoconferenze. Saranno però valide le assemblee, anche se non convocate come sopra, qualora vi risulti rappresentato l'intero capitale sociale e vi intervenga la maggioranza dei componenti degli organi amministrativi e di controllo.

12)

L'intervento dell'assemblea è regolato secondo quanto dispongono gli articoli 2370 e 2372 del Codice Civile. Spetta al Presidente della assemblea constatare il diritto di intervento, anche se per delega.

13)

L'assemblea è presieduta dal Presidente del Consiglio Amministrazione o da altra persona designata dal Consiglio stesso.

In mancanza, il Presidente verrà eletto dagli intervenuti alla assemblea.

14)

Le deliberazioni della assemblea sono valide se prese con la presenza e le maggioranze stabilite dall'articolo 2368 e, in caso di seconda convocazione, dall'articolo 2369 del Codice Civile. Ove per la validità delle deliberazioni fosse per legge prescritta la maggioranza assoluta dei votanti, nel calcolo di quest'ultima non verrà tenuto conto delle eventuali astensioni dalla votazione.

Sia nella assemblea ordinaria che in quella straordinaria le votazioni, anche quelle relative alla nomina delle cariche sociali, si faranno di norma con voto palese, salvo che l'assemblea vi proceda per acclamazione. A meno che le disposizioni di legge prescrivano tassativamente maggioranze qualificate, le votazioni verranno approvate a maggioranza relativa dei votanti. Nel caso di parità dei voti deciderà il voto del presidente della assemblea, se socio, mentre per la nomina delle cariche sociali s'intenderà eletto il più anziano di età.

15)

Per la redazione del verbale il Presidente della assemblea nominerà un segretario anche estraneo alla stessa e, se riterrà del caso, due scrutatori che sceglierà fra gli azionisti o i sindaci presenti.

Nell'eventualità che il verbale debba essere redatto da un Notaio, quest'ultimo sarà preventivamente designato dal Presidente del Consiglio di Amministrazione o da chi ne fa le veci.

Consiglio di amministrazione

16)

La Società è amministrata da un Consiglio di Amministrazione composto da non meno di 3 (tre) e da non più di 11 (undici) membri, nominati dall'Assemblea ordinaria. Il numero dei componenti è determinato dall'Assemblea ordinaria e rimane inalterato anche per gli esercizi sociali successivi, sino a diversa deliberazione dell'Assemblea ordinaria.

Gli amministratori potranno essere anche non soci e dureranno in carica per il periodo stabilito dall'Assemblea ordinaria all'atto della nomina e comunque per non più di tre esercizi. Essi sono rieleggibili.

La cessazione, sostituzione, decadenza e revoca degli Amministratori sono regolate a norma di legge, salvo il caso che per dimissioni o per altro motivo venga a mancare la metà degli Amministratori. In tal caso deve intendersi dimissionario l'intero Consiglio e dovrà essere subito convocata l'Assemblea ordinaria per l'elezione del nuovo Consiglio.

17)

Il Consiglio di Amministrazione, ad ogni sua rinnovazione, nomina tra i suoi membri un Presidente e può nominare, di volta in volta, uno o più Vice Presidenti, che sostituiscano il Presidente nei casi di sua assenza od impedimento. Il Consiglio nomina pure un segretario anche estraneo ai suoi membri. Il Presidente, il Vice Presidente o uno dei Vice Presidenti ed il segretario sottoscrivono i verbali delle riunioni del Consiglio e possono rilasciare copie ed estratti degli atti sociali, convalidandoli con la loro firma, ai fini e per gli effetti previsti dalla legge.

Le riunioni del Consiglio di Amministrazione si potranno svolgere anche per video o tele conferenza, a condizione che ciascuno dei partecipanti possa essere identificato da tutti gli altri e che ciascuno dei partecipanti sia in grado di intervenire in tempo reale durante la trattazione degli argomenti esaminati, nonché di ricevere, trasmettere e visionare documenti. Sussistendo queste condizioni, la riunione si considera tenuta nel luogo in cui si trovano il Presidente ed il segretario.

18)

Il Presidente, o chi ne fa le veci, riunisce il Consiglio nella sede sociale, od anche altrove però nel territorio della Repubblica Italiana, ogni volta che lo giudichi opportuno, oppure ne riceva richiesta scritta da almeno due consiglieri o dai sindaci. La convocazione si farà con la lettera raccomandata, fax od altro idoneo mezzo, indicante la data, l'ora, il luogo e la causale della riunione, da spedire almeno tre giorni liberi prima della adunanza e, nei casi di urgenza, con telegramma o fax da spedire almeno un giorno prima.

19)

Per la validità delle deliberazioni del Consiglio occorre la presenza della maggioranza dei suoi membri in carica. Le sue deliberazioni sono prese a maggioranza assoluta dai presenti, e, in caso di parità, prevale il voto di chi presiede.

20)

Il Consiglio è investito dai più ampi poteri per la gestione ordinaria e straordinaria della società, senza eccezione di sorta, per cui ha la facoltà di compiere tutti gli atti che ritenga opportuni per il raggiungimento degli scopi sociali, esclusi soltanto quelli che la legge riserva in modo tassativo alla assemblea dei soci.

Il Consiglio può quindi - fra l'altro - acquistare, vendere, permutare immobili, conferirli in altre società costituite o costituende, assumere partecipazioni ed interessenze per gli effetti di cui all'articolo 2 del presente statuto, consentire iscrizioni, cancellazioni, od annotamenti ipotecari, rinunciare alle ipoteche legali, dispensando i Conservatori dei Registri Immobiliari dall'obbligo di accederne di ufficio, ed esonerandoli da ogni inerente responsabilità, transigere e compromettere in arbitri, anche come amichevoli compositori, qualsiasi controversia, autorizzare e compiere ogni operazione presso gli Uffici del Debito Pubblico, della Cassa Depositi e Prestiti e presso tutti gli altri uffici pubblici o privati.

21)

Il Consiglio è autorizzato ad attribuire anche in maniera molto ampia, parte dei suoi poteri al Presidente, in particolare in materia finanziaria, giudiziaria, immobiliare, ipotecaria, bancaria, di assicurazione, contabile e in materia di amministrazione.

Il Consiglio determina l'onorario da assegnare al Presidente, in dipendenza delle sue prestazioni.

Il Consiglio è altresì autorizzato a nominare uno o più consiglieri delegati, determinandone le attribuzioni, l'uso della firma sociale ed i compensi, il Consiglio è anche autorizzato a conferire parte dei suoi poteri ad uno o più consiglieri determinandone i limiti delle loro facoltà.

Infine il Consiglio é autorizzato a nominare direttori e procuratori anche ad negotia, con uso di firma sociale, per determinati atti o categorie di atti, fissando mansioni e compensi nei limiti e nelle forme che esso giudicherà del caso. In particolare il Presidente del Consiglio di Amministrazione é autorizzato, senza necessità di delibera del Consiglio, a nominare i capi delle agenzie e delle dipendenze dalla società, stabilendone le attribuzioni ed i compensi.

22)

La firma sociale e la rappresentanza della società di fronte a terzi, sia giudizialmente che stragiudizialmente, spettano al Presidente del consiglio di Amministrazione ed a quei membri del Consiglio che per delega rappresentassero il Consiglio stesso.

23)

Ai membri del Consiglio spetta il rimborso delle spese sostenute per ragione del loro ufficio nonché un emolumento nella misura che sarà annualmente stabilita dalla assemblea ordinaria dei soci.

Collegio sindacale

24)

Il collegio sindacale vigila sull'osservanza della legge e dello statuto, sul rispetto dei principi di corretta amministrazione ed in particolare sull'adeguatezza dell'assetto organizzativo amministrativo e contabile adottato dalla società e sul suo concreto funzionamento. L'assemblea elegge il collegio sindacale, costituito da tre o cinque sindaci effettivi e due supplenti, ne nomina il presidente e determina per tutta la durata dell'incarico il compenso dei presenti. Per tutta la durata del loro incarico i sindaci debbono possedere i requisiti di cui all'articolo 2399 c.c. La perdita di tali requisiti determina la immediata decadenza del sindaco e la sua sostituzione con il sindaco supplente più anziano. I sindaci scadono alla data dell'assemblea convocata per l'approvazione del bilancio relativo al terzo esercizio della carica. La cessazione dei sindaci per scadenza del termine ha effetto dal momento in cui il collegio è stato ricostituito. Il collegio sindacale si riunisce almeno ogni novanta giorni su iniziativa di uno qualsiasi dei sindaci. Esso è validamente costituito con la presenza della maggioranza dei sindaci e delibera con il voto favorevole della maggioranza assoluta dei sindaci.

Il revisore contabile

25)

L'assemblea generale ha il potere di nomina del revisore contabile. Il revisore o la società incaricata del controllo contabile, anche mediante scambi di informazioni con il collegio sindacale:

- verifica nel corso dell'esercizio sociale, con periodicità almeno trimestrale, la regolare tenuta della contabilità sociale e la corretta rilevazione nelle scritture contabili dei fatti di gestione;
- verifica se il bilancio di esercizio e, ove redatto, il bilancio consolidato corrispondono alle risultanze delle scritture contabili e degli accertamenti eseguiti e se sono conformi alle norme che li disciplinano;
- esprime con apposita relazione un giudizio sul bilancio di esercizio e sul bilancio consolidato, ove redatto.

L'attività di controllo contabile è annotata in un apposito libro conservato presso la sede sociale. L'assemblea, nel nominare il revisore, deve anche determinarne il corrispettivo per tutta la durata dell'incarico, che non può eccedere i tre esercizi sociali. Il revisore contabile o la società di revisione debbono possedere per tutta la durata del loro mandato i requisiti di cui all'articolo 2409-quinquies c.c. In difetto essi sono ineleggibili o decadono di diritto. In caso di decadenza del revisore, gli amministratori sono tenuti a convocare senza indugio l'assemblea, per la nomina di un nuovo revisore. I revisori cessano dal proprio ufficio con l'approvazione del bilancio del loro ultimo esercizio sociale e sono rieleggibili. Non facendo la società ricorso al capitale di rischio e qualora non sia tenuta alla redazione del bilancio consolidato, questa potrà mediante delibera assembleare nominare ai sensi dell'art. 2409-bis, 3° comma, c.c. il collegio sindacale anche per l'esercizio del controllo contabile. In tal caso il collegio sindacale sarà costituito da revisori contabili iscritti nel registro istituito presso il Ministero della giustizia.

Bilancio ed utili

26)

Gli esercizi sociali si chiudono al 31 dicembre di ogni anno. Alla fine di ciascun esercizio il Consiglio di Amministrazione deve procedere, con criteri di oculata prudenza e in particolare in rispondenza alle prescrizioni di legge, alla redazione del bilancio con il conto dei profitti e delle perdite, previo un esatto inventario delle attività e passività sociali.

27)

L'utile netto del bilancio verrà così assegnato:

- a) il 5 % (cinque per cento) alla riserva legale;
- b) la rimanenza a disposizione della assemblea ordinaria che delibera l'attribuzione del dividendo per ogni azione, che provvede alla eventuale devoluzione a riserve straordinarie o ad altra destinazione, o che provvede a rimandarla in tutto od in parte ai successivi esercizi.

28)

Il pagamento dei dividendi verrà effettuato presso le casse designate annualmente dalla assemblea.

I dividendi non riscossi entro il quinquennio dal giorno in cui divennero esigibili, andranno prescritti a favore della società.

64282

Scioglimento

29)

Addivenendosi in qualsiasi tempo e per qualsiasi causa allo scioglimento della società, la assemblea determinerà le modalità della liquidazione e nominerà uno o più liquidatori, fissandone i poteri ed i compensi.

Arbitrato

30)

Tutte le controversie tra soci, tra società e soci, nonché quelle promosse da e nei confronti di amministratori, liquidatori e sindaci, comunque relative al rapporto sociale, saranno risolte, in via definitiva e con lodo inappellabile, a norma del Regolamento arbitrale della Camera arbitrale della Camera di Commercio, Industria, Artigianato e Agricoltura di Bolzano.

Il Collegio arbitrale è composto da tre membri che vengono integralmente nominati dal Consiglio arbitrale della Camera arbitrale della Camera di Commercio, Industria, Artigianato e Agricoltura di Bolzano, su richiesta della parte più diligente.

Sottoscritto:

BRANDNER ved. FUCHS MARGARETHE (anche MARGHERITA)

L.S. VINCENZO MASTELLONE

Notaio

Référence de publication: 2010080065/454.

(100090632) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2010.

Nefertari S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.

R.C.S. Luxembourg B 71.474.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 mai 2010.

Pour NEFERTARI S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Mireille WAGNER / Catherine DAY-ROYEMANS

Référence de publication: 2010074097/15.

(100067380) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2010.

CAP Company S.A., société de gestion de patrimoine familial.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.

R.C.S. Luxembourg B 108.886.

Les comptes annuels au 31.12.2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 mai 2010.

Pour CAP COMPANY S.A., société de gestion de patrimoine familial

Experta Luxembourg

Société anonyme

Mireille WAGNER / Catherine DAY-ROYEMANS

Référence de publication: 2010074098/14.

(100067379) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2010.

Main Corner S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.

R.C.S. Luxembourg B 59.611.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 mai 2010.

Pour MAIN CORNER S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Mireille WAGNER / Catherine DAY-ROYEMANS

Référence de publication: 2010074100/15.

(100067375) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2010.

Ivernest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.

R.C.S. Luxembourg B 27.985.

Les comptes annuels au 30.09.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 mai 2010.

Pour IVERNEST S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Mireille WAGNER / Catherine DAY-ROYEMANS

Référence de publication: 2010074102/15.

(100067371) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2010.

Deluxe Café Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.

R.C.S. Luxembourg B 76.742.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 mai 2010.

Pour DELUXE CAFE HOLDINGS S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Mireille WAGNER / Catherine DAY-ROYEMANS

Référence de publication: 2010074103/15.

(100067383) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2010.

Macav S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.

R.C.S. Luxembourg B 59.591.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 mai 2010.

Pour MACAV S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Mireille WAGNER / Catherine DAY-ROYEMANS

Référence de publication: 2010074104/15.

(100067385) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2010.

Collineo Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 141.421.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Collineo Holding Sàrl
Alfons Klein / Dr. Jörg Mucke
Geschäftsführer / Geschäftsführer

Référence de publication: 2010074105/12.

(100067284) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2010.

Compagnie Financière Panthenon S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 76.226.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Compagnie Financière Panthenon S.à r.l.
SGG S.A.
Signatures
Mandataire

Référence de publication: 2010074106/14.

(100067288) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2010.

EAB Property Investment S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 115.382.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour EAB Property Investment S.à r.l.
Signatures

Référence de publication: 2010074107/11.

(100067292) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2010.

G.T. Immobilière S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 75.719.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour G.T. Immobilière S.A.
Signatures

Référence de publication: 2010074108/11.

(100067307) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2010.

AB CPFM Real Estate Finance S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 116.055.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour AB CPFM REAL ESTATE FINANCE S.à r.l.

Signatures

Référence de publication: 2010074109/11.

(100067309) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2010.

AB Real Estate Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 92.700.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour AB Real Estate Investment S.à r.l.

Signatures

Référence de publication: 2010074110/11.

(100067312) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2010.

AB CPFM Europroperty Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 94.023.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour AB CPFM EUROPROPERTY FINANCE S.à r.l.

Signatures

Référence de publication: 2010074111/11.

(100067318) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2010.

Galey & Lord Overseas S.à r.l., Société à responsabilité limitée (en liquidation).

Capital social: USD 12.000,00.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 82.993.

Les comptes annuels au 30 septembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 mai 2010.

Pour GALEY & LORD OVERSEAS S.à.r.l.

Pierre HOFFMANN

Liquidateur

Référence de publication: 2010074115/14.

(100067074) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2010.

Au Confucius s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 47, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 16.331.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bertrange, le 12.05.2010.

Fiduciaire S.à r.l.

CabexcO

Centre Helfent

1, rue Pletzer - L-8080 Bertrange

Signature

Référence de publication: 2010074116/15.

(100067136) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2010.

Corbox S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 58.951.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.
Boulevard Joseph II
L-1840 Luxembourg
Signature

Référence de publication: 2010074117/13.

(100067133) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2010.

Cavenagh Luxembourg Management, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 125.000,00.

Siège social: L-8070 Bertrange, 31, Z.A. Bourmicht.
R.C.S. Luxembourg B 153.765.

STATUTES

In the year two thousand and ten, on the tenth day of June.

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Cavenagh Capital B.V. a private limited liability incorporated and existing under Dutch law, having its official seat at Gustav Mahlerplein 3 – 115, 1082 MS Amsterdam, registered with the trade register of the chamber of commerce under number 34391304,

here represented by Johan Terblanche, Solicitor, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Singapore, on 26 May 2010.

The said proxy, after having been signed *ne varietur* by the appearing person and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing person has requested the undersigned notary to enact the following articles of association (the Articles) of a company which it declares to establish as follows:

Art. 1. Form and Name. There is formed a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*) under the name CAVENAGH LUXEMBOURG MANAGEMENT (the Company), which shall be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the 1915 Law) and chapter 14 of the law dated December 20, 2002 relating to undertakings for collective investments, as may be amended (the 2002 Law), as well as by these articles of association (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg City, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality of Luxembourg by a resolution of the board of managers of the Company.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers of the Company. Where the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Duration.

3.1. The Company is established for an unlimited period of time.

3.2. Without prejudice to article 20 of these Articles, the Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the general meeting of shareholders of the Company adopted in the manner required for amendment of the Articles.

Art. 4. Corporate object. The purpose of the Company is the management, within the meaning of article 91 of the 2002 Law, of Cavenagh Asia Fund FCP-SIF (the Fund), a Luxembourg fonds commun de placement organised as a fonds

d'investissement spécialisé subject to the law of 13 February 2007 on specialised investment funds (the SIF Law). The Company may undertake any activities relating to the management, administration and marketing of the Fund. The Company may also carry out any activities deemed useful for the accomplishment of its object within the limitations of chapter 14 of the 2002 Law.

Art. 5. Share capital.

5.1. The subscribed share capital of the Company is set at EUR 125,000 (one hundred and twenty five thousand euro) consisting of 125,000 (one hundred and twenty-five thousand) shares in registered form, with a par value of EUR 1 (one euro) each, fully paid up.

5.2. The subscribed share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders of the Company adopted in the manner required for amendments of the Articles. However, in no case the subscribed share capital may be reduced to an amount lower than one hundred and twenty five thousand euro (EUR 125,000).

Art. 6. Shares.

6.1. The shares are and will remain in registered form (parts sociales nominatives).

6.2. Each share entitles its holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the fraction of the share capital of the Company represented by such share, increased by the amount of the share premium, if any, paid with respect to such share.

6.3. A shareholders' register of the Company shall be kept at the registered office of the Company, where it will be available for inspection by any shareholder. Such register shall set forth the name of each shareholder, his residence or elected domicile, the number of shares held by him, the amounts paid in on each such share, and the transfer of shares and the dates of such transfers. Ownership of shares will be established by the entry in this register.

6.4. The Company may redeem its shares within the limits set forth by the 1915 Law.

Art. 7. Transfer of shares.

7.1. Shares are freely transferable among shareholders. The transfer of shares to non-shareholders is subject to the prior approval of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the issued share capital of the Company. A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Luxembourg civil code.

7.2. For all other matters, reference is made to articles 189 and 190 of the 1915 Law.

Art. 8. Meetings of the shareholders of the Company.

8.1. Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to all the operations of the Company.

8.2. The annual general meeting of the shareholders of the Company shall be held in Luxembourg at the registered office of the Company within six months of the close of the financial year.

8.3. Other meetings of the shareholders of the Company may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meeting.

8.4. If there are not more than 25 (twenty-five) shareholders in the Company, the decisions of the shareholders may be taken by circular resolution, the text of which shall be sent to all the shareholders in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail. The shareholders shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the shareholders may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

8.5. If there is only one single shareholder in the Company, the single shareholder assumes all powers conferred by the 1915 Law to the general meeting of shareholders. The decisions of the single shareholder are set out in a written resolution executed by or on behalf of the single shareholder.

Art. 9. Notice, Quorum, Powers of attorney and Convening notices.

9.1. The notice periods and quorum required by law shall govern the notice for, and conduct of, the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

9.2. Each share is entitled to one vote.

9.3. Except as otherwise required by law or by these Articles, resolutions at a meeting of the shareholders of the Company duly convened will be passed by the shareholders representing at least 66% (sixty-six per cent) of the total issued share capital of the Company.

9.4. The shareholders may not resolve upon the following transactions without the consent of a majority of the shareholders representing at least three-quarters of the total issued share capital of the Company:

(i) to amend, alter or repeal (including any amendment, alteration or repeal effected by merger, consolidation or similar business combination) any provision of the Articles; and

(ii) to dissolve and/or liquidate the Company.

9.5. The nationality of the Company may be changed and the commitments of its shareholders may be increased only with the unanimous consent of the shareholders.

9.6. A shareholder may act at any meeting of the shareholders of the Company by appointing another person as his proxy in writing whether in original, by telefax, e-mail, telegram or telex.

9.7. Any shareholder may participate in a meeting of the shareholders of the Company by conference call or similar means of communications whereby all persons participating in the meeting can hear and speak to each other and properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

9.8. If all the shareholders of the Company are present or represented at a meeting of the shareholders of the Company, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Art. 10. Management.

10.1. The Company shall be managed by a board of managers composed of at least two members, who need not be shareholders of the Company.

10.2. The managers shall be appointed by the shareholders of the Company at the general meeting which shall also determine their remuneration and the term of their office.

10.3. A manager may be removed with or without cause (*ad nutum*) and/or replaced at any time, by resolution adopted by the general meeting of shareholders of the Company.

10.4. Managers shall be reeligible. In the event of a vacancy in the office of a manager, the general meeting of the shareholders of the Company shall be convened as soon as practicable in order to appoint a new manager.

Art. 11. Meetings of the board of managers of the Company.

11.1. The board of managers of the Company may appoint a chairman among its members and it may choose a secretary (who need not be a manager) who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers of the Company and the minutes of the general meetings of the shareholders of the Company.

11.2. The board of managers of the Company shall meet upon call by the chairman or any two managers, at the place indicated in the notice of meeting which, in principle, shall be in Luxembourg.

11.3. Written notice of any meeting of the board of managers of the Company shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

11.4. No such written notice is required if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the commencement of the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The written notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telefax, e-mail, telegram or telex, of each member of the board of managers of the Company. Separate written notice shall not be required for meetings that are held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of managers of the Company.

11.5. Any member of the board of managers of the Company may act at any meeting of the board of managers of the Company by appointing another manager as his proxy.

11.6. Any manager may participate in a meeting of the board of managers of the Company by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear and speak to each other and properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

11.7. The board of managers of the Company can deliberate and/or act validly only if a majority of its members is present or represented. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the managers present or represented at such meeting. In the event that at any meeting the number of votes for and against a resolution are equal, the chairman of board of managers, if any, shall have a casting vote.

11.8. Notwithstanding the foregoing, a resolution of the board of managers of the Company may also be passed in writing. Such resolution shall consist of one or several documents containing the decisions and signed by each and every manager (*résolution circulaire*). The date of such resolution shall be the date of the last signature.

Art. 12. Minutes of meetings of the board of managers of the Company.

12.1. The minutes of any meeting of the board of managers of the Company shall be signed by the chairman of the board of managers of the Company who presided at such meeting or by any two managers of the Company.

12.2. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the secretary (if any) or by any manager of the Company.

Art. 13. Powers of the board of managers of the Company. All powers not expressly reserved by the 1915 Law or by the Articles to the general meeting of shareholders of the Company fall within the competence of the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

Art. 14. Delegation of powers. The board of managers of the Company is authorised to appoint a person, either manager or not, or an entity, without the prior authorisation of the general meeting of the shareholders of the Company, for the purposes of performing specific functions at every level within the Company.

Art. 15. Representation.

15.1. The Company shall be bound towards third parties in all matters by the single signature of a manager; or the signature of any person(s) to whom such signatory power has been granted by the board of managers, but only within the limits of such power.

15.2. Without prejudice to any other applicable provisions of the law or these Articles, the board of managers of the Company shall require the prior approval of the general meeting of the shareholders of the Company for resolutions or proposals for such resolutions relating to:

- (i) the increase of the share capital of the Company;
- (ii) the restriction or exclusion of the pre-emption right of the shareholders of the Company, if any, at the occasion of an issuance of shares of the Company;
- (iii) any capital call for additional contributions on shares which are not fully paid, as applicable;
- (iv) to the fullest extent permitted by law the repayment and reduction of share capital, as applicable;
- (v) the recapitalization of the Company;
- (vi) the amendment of the articles of association of the Company or any of its subsidiaries;
- (vii) the liquidation and dissolution of the Company;
- (viii) the approval of the annual accounts of the Company and deviation of agreed accounting principles applicable to the Company;
- (ix) the transfer of shares in the Company held by the Company itself, as applicable;
- (x) the merger or split off of the Company;
- (xi) the undertaking of any business not in the ordinary course of business of the Company;
- (xii) the sale or transfer of the whole of or part of the business of the Company;
- (xiii) the increase or reduction in or cancellation of the share capital of the Company;
- (xiv) any issue of shares in the Company or any security now or hereafter convertible into shares in the Company, the grant of any options or other rights to subscribe for or to convert any security into shares in the Company or any alternation in the classification of any part of the share capital of the Company;
- (xv) the capitalization, the allocation of profit, repayment or other distribution of any amount standing to the credit of any reserve of the Company or the redemption or purchase of any shares of the Company or any other reorganization of share capital of the Company;
- (xvi) the admission of any person whether by subscription or transfer of shares as a shareholder of the Company; and
- (xvii) the solicitation of funds in excess of four million five hundred thousand euro (EUR 4,500,000) from external financiers and granting of loans in excess of one hundred thousand euro (EUR 100,000) to third parties.

Art. 16. Conflict of interests.

16.1. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the managers or officers of the Company is interested in, or is a manager, associate, officer or employee of such other company or firm.

16.2. Any manager or officer of the Company who serves as manager, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, solely by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

16.3. In the event that any manager of the Company may have any personal and opposite interest in any transaction of the Company, such manager shall make known to the board of managers of the Company such personal and opposite interest and shall not consider or vote upon any such transaction, and such transaction, and such manager's interest therein, shall be reported to the next following general meeting of the shareholders of the Company which shall ratify such transaction.

Art. 17. External auditor. The annual accounting documents of the Company shall be audited by one or several external auditors (réviseurs d'entreprises) in accordance with articles 80 and 92 of the 2002 Law. The external auditor(s) shall be appointed by the board of managers of the Company which will determine the number, the remuneration and the term of office of the external auditor(s).

Art. 18. Accounting year. The accounting year of the Company shall begin on 1st January of each year and shall terminate on 31 December of the same year.

Art. 19. Allocation of profits.

19.1. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profits. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to the statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

19.2. The general meeting of shareholders has discretionary power to dispose of the surplus. It may in particular allocate such profit to the payment of a dividend or transfer it to the reserve or carry it forward.

19.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

- (i) a statement of accounts or an inventory or report is established by the board of managers;
- (ii) this statement of accounts, inventory or report shows that sufficient funds are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the statutory reserve;
- (iii) the decision to pay interim dividends is taken by the general meeting of the shareholders of the Company; and
- (iv) assurance has been obtained that the rights of the creditors of the Company are not threatened.

Art. 20. Liquidation.

20.1. The liquidation of the Company shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the general meeting of the shareholders of the Company deciding such liquidation. Any manager of the Company may be appointed as liquidator. The general meeting of shareholders of the Company shall also determine the powers and the remuneration of the liquidator(s). Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators have the broadest powers to realise the assets and pay the liabilities of the Company. The dissolution and liquidation of the Company shall be carried out in accordance with the 1915 Law.

20.2. The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the shareholders in proportion to the shares held by each shareholder in the Company.

Art. 21. Financial information.

21.1. The Company shall provide each shareholder with a copy of the annual accounts in respect of each financial year by 30th April following the end of each financial year.

21.2. The Company shall provide each shareholder with all information in relation to itself available to the Company which may be reasonably required by a shareholder to meet tax and legal reporting obligations of the group of companies of which the shareholder is part. Such information shall include but shall not be limited to all available tax filings, returns and receipts, bank statements, books and other records of the Company.

21.3. The Company will use euro (EUR) as its functional currency and it shall prepare its annual accounts in conformity with Luxembourg generally accepted accounting principles.

Art. 22. Access to books and Files of the Company. Each shareholder and its respective auditors and/or any person appointed by the shareholder to whom the Company has no reasonable objection may, during normal business hours, have access to the offices, buildings and sites of the Company and shall have the right to inspect and audit at its own expense all books and records and to check all possessions owned by the Company.

Art. 23. Applicable laws. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law, the 2002 Law and the SIF Law.

Transitory provisions

The first financial year shall begin today and it shall end on December 31, 2010.

Subscription and Payment

Cavenagh Capital B.V., prenamed and represented as stated here-above, declares to subscribe for one hundred and twenty five thousand (125,000) shares in registered form, with a par value of one euro (EUR 1) each and to fully pay them up by contribution in cash in an amount of one hundred and twenty five thousand euro (EUR 125,000) to be allocated to the share capital of the Company.

As a result, the amount of one hundred and twenty five thousand euro (EUR 125,000) is at the free disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately EUR 3,000.-

Resolutions of the general meeting of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder, representing the entirety of the subscribed share capital of the Company has passed the following resolutions:

1. The number of managers is set at three (3).
2. The following persons are appointed as managers of the board of managers of the Company for an indefinite period:
 - Andrew Gale, director, born in London, United Kingdom on 11 January 1962. His professional address is: Gustav Mahlerplein 3-115, 1082 MS Amsterdam, The Netherlands;

- Viscount William Waldorf Astor, director, born in Oxford, United Kingdom on 27 December 1951. His professional address is: Chorion Limited, 81 Alowych, London WC2B4HN; and

- William Jones, director, born in New York, U.S.A. on 11 February 1963. His personal address is: 137, avenue du bois, L-1250 Luxembourg.

3. The registered office of the Company is set at 31 Z.A. Bourmicht, L-8070 Bertrange.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will prevail.

Whereas this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date stated above.

The document having been read to the representative of the appearing party, said representative signed together with the notary this original notarial deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille dix, le dixième jour du mois de juin.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire, résidant à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Cavenagh Capital B.V., une société à responsabilité limitée constituée selon la législation Néerlandaise (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid), ayant son siège social à Gustav Mahlerplein 3 – 115, 1082 MS Amsterdam, et enregistrée auprès du registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 34391304,

ici représenté par Johan Terblanche, Solicitor, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Singapour le 26 mai 2010.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par la personne comparant et par le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La personne comparant a requis le notaire instrumentant d'arrêter les statuts (les Statuts) d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer tel qu'il suit:

Art. 1^{er}. Forme et Dénomination. Il est établi une société à responsabilité limitée, sous la dénomination "CAVENAGH LUXEMBOURG MANAGEMENT" (la Société), qui sera soumise à la législation luxembourgeoise et, en particulier, la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée (la Loi de 1915), ainsi que le chapitre 14 de la loi du 20 décembre 2002 sur les organismes de placement collectif tel que modifiée (la Loi de 2002) ainsi qu'à ces statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège Social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg ville, Grand Duché de Luxembourg. Il pourra être transféré dans les limites de la commune par décision du conseil de gérance de la Société.

2.2. Des succursales, filiales ou autres bureaux peuvent être établis tant au Grand Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du conseil de gérance de la Société. Lorsque le conseil de gérance de la Société estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se sont produits ou sont imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances extraordinaires. De telles mesures temporaires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, qui, en dépit du transfert temporaire de son siège social, restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Durée.

3.1. La Société est établie pour une période indéterminée.

3.2. Sans préjudice de l'article 20 des présents Statuts, la Société peut être dissoute, à n'importe quel moment, par une résolution de l'assemblée générale des associés de la Société adoptée de la manière requise pour la modification des Statuts.

Art. 4. Objet Social. L'objet de la Société est la gestion, au sens de l'article 91 de la Loi de 2002, de Cavenagh Asia Fund FCP-SIF (le Fonds), un fonds commun de placement organisé comme un fonds d'investissement spécialisé soumis à la loi du 13 février 2007 sur les fonds d'investissement spécialisés (la Loi SIF). La Société peut effectuer toutes les activités relatives à la gestion, l'administration et le marketing du Fonds. La Société peut également effectuer toutes activités jugées utiles à la réalisation de son objet social, dans les limites du chapitre 14 de la Loi de 2002.

Art. 5. Capital social.

5.1. Le capital social souscrit de la Société est fixé à EUR 125.000 (cent vingt cinq mille euros) représentés par 125.000 (cent vingt cinq mille) parts sociales nominatives d'une valeur nominale de EUR 1 (un euro) chacune, entièrement libérées.

5.2. Le capital social souscrit de la Société pourra être augmenté ou réduit par une décision de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts. Cependant, le capital social ne pourra en aucun cas être réduit à un montant inférieur à EUR 125.000 (cent vingt cinq mille euros).

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Les parts sociales sont et resteront nominatives.

6.2. Chaque part sociale donne droit à son détenteur à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le capital social représenté par le nombre de parts sociales existantes, augmenté du montant de la prime d'émission, s'il y en a une.

6.3. Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société où il pourra être consulté par chaque associé qui le demande. Ce registre contiendra le nom de chaque associé, sa résidence ou son domicile élu, le nombre de parts sociales qu'il détient, le montant libéré pour chacune de ces parts sociales, ainsi que la mention des transferts des parts sociales et les dates de ces transferts. La propriété des parts sociales sera établie par inscription dans ledit registre des associés.

6.4. La Société peut racheter ses parts sociales dans les limites fixées par la Loi de 1915.

Art. 7. Transmission des parts sociales.

7.1. Les parts sociales sont librement transmissibles entre associés. La cession de parts sociales à des non-associés n'est possible qu'avec l'agrément préalable donné par l'assemblée générale des associés représentant au moins les trois quart du capital social de la Société. La cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle ait été notifiée à la Société, ou acceptée par elle, en conformité avec les dispositions de l'article 1690 du code civil luxembourgeois.

7.2. Pour toutes autres questions, il est fait référence aux articles 189 et 190 de la Loi de 1915.

Art. 8. Assemblée des associés de la Société.

8.1. Toute assemblée régulièrement constituée des associés de la Société représente l'ensemble des associés de la Société. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire, approuver ou ratifier tous les actes relatifs à l'objet de la Société.

8.2. L'assemblée générale annuelle des associés de la Société est tenue à Luxembourg au siège de la Société dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.

8.3. D'autres réunions des associés de la Société se tiendront à l'endroit et la date devant être spécifié dans l'avis de convocation de la réunion.

8.4. Lorsque qu'il n'y a pas plus de 25 (vingt-cinq) associés dans la Société, les décisions des associés pourront être prises par résolution circulaire, dont le texte sera envoyé à tous les associés par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique. Les associés exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des associés pourront apparaître sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou fax.

8.5. Si la Société ne compte qu'un associé, l'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont attribués par la Loi de 1915 à l'assemblée générale des associés. Les décisions de l'associé unique sont consignées par écrit.

Art. 9. Préavis, Quorum, Pouvoirs et Convocations.

9.1. Les délais de préavis et quorum prévues par la Loi de 1915 seront applicables à la conduite des assemblées des associés de la Société, dans la mesure où il n'en est pas disposé autrement dans les présents Statuts.

9.2. Chaque part sociale donne droit à une voix.

9.3. Sauf disposition contraire de la loi ou des présents Statuts, les décisions collectives des associés de la Société, dûment convoqués, ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de 66% (soixante-six pourcent) du capital social.

9.4. Les associés ne peuvent décider des opérations suivantes sans le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du total du capital émis de la Société:

(i) abroger ou modifier (y compris tout amendement, modification ou abrogation effectuée par fusion, consolidation ou regroupement d'entreprises similaires) toute disposition des Statuts; et

(ii) dissoudre et / ou liquider la Société.

9.5. La nationalité de la Société ne peut être changée et les engagements de ses associés augmentés qu'avec le consentement unanime des associés.

9.6. Chaque associé pourra désigner toute personne ou entité, en vertu d'une procuration écrite donnée soit par lettre, télégramme, télex, fax ou courrier électronique, comme mandataire pour le représenter aux assemblées générales des associés de la Société.

9.7. Tout associé peut participer à une réunion des associés de la Société par conférence téléphonique ou par des moyens similaires de communication par lesquels toutes les personnes participant à la réunion peuvent entendre et parler

les uns aux autres et proprement délibérer. Participer à une réunion par de tels moyens constituera une présence en personne à cette assemblée.

9.8. Si tous les associés de la Société sont présents ou représentés à une assemblée des associés de la Société, et se considèrent comme dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de la réunion, la réunion peut se tenir sans préavis.

Art. 10. Conseil de gérance.

10.1. La Société est gérée par un conseil de gérance composé par au moins deux gérants qui ne sont pas nécessairement associés de la Société.

10.2. Les gérants seront nommés par l'assemblée générale des associés qui déterminera également leur rémunération et la durée de leur mandat.

10.3. Les gérants sont révocables avec ou sans raison (ad nutum) et/ou remplacé à tout moment, par une résolution de l'assemblée générale des associés de la Société.

10.4. Les gérants seront rééligibles. Dans le cas de vacance d'un poste de gérant, l'assemblée générale des associés de la Société sera convoquée dans les plus brefs délais afin de nommer un nouveau gérant.

Art. 11. Réunions du conseil de gérance.

11.1. Le conseil de gérance de la Société peut nommer un président parmi ses membres et désigner un secrétaire (qui ne doit pas nécessairement être un gérant) qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance de la Société ainsi que des procès-verbaux des assemblées générales des associés de la Société.

11.2. Le conseil de gérance de la Société se réunira sur convocation de son président ou de deux gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe sera Luxembourg.

11.3. Les convocations écrites de toute réunion du conseil de gérance seront données à tous les gérants au moins 24 (vingt-quatre) heures, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de celle-ci seront précisées dans la notification de la réunion.

11.4. De telles convocations ne sont pas nécessaires si tous les membres du conseil de gérance de la Société sont présents ou représentés lors de l'ouverture de la réunion et s'ils déclarent avoir été dûment informés et avoir parfaite connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Il peut aussi être renoncé aux convocations écrites par accord écrit, donné en original, par télégramme, télex, fax ou courrier électronique, de chaque membre du conseil de gérance de la Société. Des convocations écrites séparées ne seront pas requises pour les réunions qui seront tenus aux dates et lieux prescrits dans un programme précédemment adopté par une résolution du conseil de gérance de la Société.

11.5. Tout gérant pourra être représenté à toute réunion du conseil de gérance de la Société en désignant un autre gérant en tant que mandataire.

11.6. Tout gérant peut participer à toute réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire permettant que toutes les personnes participant à la réunion de s'entendre et de se parler. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne à cette réunion.

11.7. Le conseil de gérance de la Société ne pourra délibérer et/ou agir valablement que si une majorité de ses membres est présente ou représentée. Les décisions seront prises par un vote à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion. Dans l'hypothèse où à chaque réunion, le nombre de voix pour et contre une résolution sont égales, le président du conseil de gérance, si il y en a un, aura une voix prépondérante.

11.8. Nonobstant ce qui précède, une résolution circulaire du conseil de gérance de la Société peut également être adoptée par écrit. Ces résolutions consisteront en un ou plusieurs documents contenant les décisions et signés par chacun des gérants. La date de la résolution circulaire sera la date de la dernière signature.

Art. 12. Procès-verbaux de réunion du conseil de gérance de la Société.

12.1. Les décisions du conseil de gérance de la Société seront enregistrées dans des procès-verbaux signés par le président du conseil de gérance de la Société qui aura présidé cette réunion ou par deux gérants quelconques de la Société.

12.2. Des copies ou extraits de ces procès-verbaux pouvant être présenté lors de poursuites judiciaires ou autre peuvent être signés par le secrétaire (le cas échéant) ou par tout gérant de la Société.

Art. 13. Pouvoirs du conseil de gérance de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés de la Société par la Loi de 1915 ou les présents Statuts sont de la compétence du conseil de gérance qui aura tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social de la Société.

Art. 14. Délégation de pouvoirs. Le conseil de gérance de la Société est autorisé à nommer une personne, gérant ou non, ainsi qu'une entité, sans l'accord préalable de l'assemblée générale des associés de la Société, aux fins d'exécution de fonctions spécifiques à tout niveau de la Société.

Art. 15. Représentation de la Société.

15.1. La Société sera engagée, en toutes circonstances, vis-à-vis des tiers par la signature unique d'un gérant, ou par la signature de toute personne à laquelle un tel pouvoir de signature aura été donné par le conseil de gérance, mais uniquement dans la limite de ce pouvoir.

15.2. Sauf disposition contraire de la loi ou des présents Statuts, le conseil de gérance de la Société demandera l'accord préalable de l'assemblée générale des associés de la Société pour les décisions, ou propositions de décision en relation avec:

- (i) l'augmentation du capital social de la Société;
- (ii) la limitation ou l'interdiction du droit de préemption des associés de la Société, si de tels droits existent, lors de l'émission de nouvelles parts sociales de la Société;
- (iii) tout appel de fonds pour des contributions additionnelles à des parts sociales, qui ne sont pas intégralement versées, le cas échéant;
- (iv) dans toute la mesure autorisée par la loi, le remboursement et la réduction du capital social, le cas échéant;
- (v) la recapitalisation de la Société;
- (vi) la modification des Statuts de la Société ou de n'importe laquelle de ses filiales;
- (vii) la liquidation et la dissolution de la Société;
- (viii) l'approbation des comptes annuels de la Société et la divergence aux principes comptables convenus applicables à la Société;
- (ix) le transfert de parts sociales de la Société, détenue par la Société elle-même, le cas échéant;
- (x) la fusion ou la scission de la Société;
- (xi) la réalisation de toute activité sortant du champ habituel des activités de la Société;
- (xii) la vente et le transfert de toute ou partie des activités de la Société;
- (xiii) l'augmentation, la réduction ou l'annulation du capital social de la Société;
- (xiv) toute émission de parts sociales de la Société ou tout titre convertibles maintenant ou plus tard en parts sociales de la Société, la cession de toute option ou autre droit de souscrire à ou de convertir des titres en parts sociales de la Société ou toute alternance dans la classification de toute part du capital social de la Société;
- (xv) la capitalisation, l'allocation de profits, le remboursement ou toute autre distribution de tout montant étant au crédit de toute réserve de la Société ou le rachat ou l'achat de toute part sociale de la Société ou toute autre réorganisation du capital social de la Société;
- (xvi) l'admission de toute personne que ce soit par souscription ou par transfert de parts sociales en tant qu'associé de la Société; et
- (xvii) la sollicitation de fonds excédant quatre millions cinq cent mille euros (EUR 4.000.000) venant de financiers extérieurs et l'allocation de prêts excédant cent mille euros (EUR 100.000) à des tiers.

Art. 16. Conflit d'intérêt.

16.1. Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et une autre société ou firme ne sera affecté ou invalidé en raison du fait qu'un ou plusieurs gérant ou préposé de la Société est intéressé par, ou est gérant, associé, préposé ou employé d'une telle autre société.

16.2. Tout gérant ou préposé de la Société qui agit en tant que gérant, préposé ou employé de toute société ou firme avec laquelle la Société contracte ou de toute autre manière entre en affaire ne sera pas, pour la seule raison d'un tel lien avec cette autre société ou firme, empêché de considérer et voter ou agir dans le cadre de ces contrats ou autres relations d'affaires.

16.3. Au cas où un des gérant de la Société aurait un intérêt personnel et opposé dans une transaction quelconque de la Société, ce gérant doit faire connaître au conseil de gérance de la Société un tel intérêt personnel et opposé et ne doit pas considérer ou voter pour une telle transaction, et cette transaction ainsi que l'intérêt de ce gérant, devront être signalés à la prochaine assemblée générale des associés de la Société afin que celle-ci ratifie cette transaction.

Art. 17. Auditeur. Les documents relatifs aux comptes annuels de la Société sont vérifiés par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises, conformément aux articles 80 et 92 de la Loi de 2002. L'auditeur externe est nommé par le conseil de gérance de la Société qui déterminera le nombre, la rémunération et la durée du mandat du vérificateur externe.

Art. 18. Exercice social. L'exercice social de la Société commencera le 1^{er} janvier de chaque année et se terminera le 31 décembre de la même année.

Art. 19. Affectation des bénéfices.

19.1. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Un montant égal à cinq pour cent (5%) des bénéfices nets de la Société est affecté à la réserve légale, jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

19.2. L'assemblée générale des associés a le pouvoir discrétionnaire de disposer du surplus. Elle pourra en particulier attribuer ce bénéfice au paiement d'un dividende ou l'affecter à la réserve ou le reporter.

19.3. Des acomptes sur dividendes pourront être distribués, à tout moment, dans les conditions suivantes:

- (i) un état comptable ou un inventaire ou un rapport est dressé par le conseil de gérance;

(ii) il ressort de cet état comptable, inventaire ou rapport que suffisamment de fonds sont disponibles pour distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais réduit des pertes reportées et des sommes à allouer à la réserve légale;

(iii) la décision de payer les dividendes intérimaires est prise par l'assemblée générale des associés de la Société; et

(iv) il est assuré que les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés.

Art. 20. Liquidation.

20.1. La liquidation de la Société sera conduite par un ou plusieurs liquidateurs (qui pourront être des personnes physiques ou des personnes morales), nommés par l'assemblée générale des associés de la Société décidant de cette liquidation. Tout gérant de la Société peut être désigné liquidateur. L'assemblée générale déterminera également les pouvoirs et rémunérations des liquidateurs. A moins qu'il n'en ait été décidé autrement par les associés, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société. La dissolution et la liquidation de la Société seront faites en conformité avec la Loi de 1915.

20.2. Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et du paiement des dettes de la Société sera payé aux associés proportionnellement au nombre de parts sociales détenues par chacun d'eux dans la Société.

Art. 21. Informations financières.

21.1. La Société doit fournir à chaque associé une copie des comptes annuels au titre de chaque exercice avant le 30 avril suivant la fin de l'exercice.

21.2. La Société doit fournir à chaque associé toutes les informations en rapport avec celle-ci qui peuvent raisonnablement être exigées par un associé pour remplir ses obligations fiscales et juridiques de présenter des rapports pour le groupe de sociétés dont l'associé est partie. Ces informations incluent mais ne se limite pas à toutes les déclarations de revenus, relevés bancaires, des livres et autres documents de la Société.

21.3. La Société utilisera l'euro (EUR) comme devise fonctionnelle, et établit ses comptes annuels en conformité avec les principes comptables généralement reconnus au Luxembourg.

Art. 22. Accès aux livres et aux Fichiers de la société. Chaque associé et ses auditeurs et / ou toute personne nommée par l'associé pour qui la Société n'a pas d'objection raisonnable peut, pendant les heures de bureau, avoir accès aux bureaux, aux bâtiments et aux sites de la Société et ont le droit d'inspecter et d'auditer à ses frais tous les livres et registres et de vérifier tous les biens appartenant à la Société.

Art. 23. Droit applicable. Toutes les questions qui ne sont pas traitées par une disposition spécifique des présents Statuts seront tranchées en application de la Loi de 1915, la Loi de 2002 et la Loi SIF.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et se terminera le 31 décembre 2010.

Souscription et Paiement

Cavenagh Capital B.V. dénommé et représenté comme mentionné ci-dessus, déclare avoir souscrit à 125.000 (cent vingt cinq mille) parts sociales nominatives, d'une valeur nominale de EUR 1 (un euro) chacune, et de les avoir entièrement libéré par versement en numéraire d'un montant de EUR 125.000 (cent vingt cinq mille euros) à allouer au capital social de la Société.

En conséquence, le montant de EUR 125.000 (cent vingt cinq mille euros) est à la libre disposition de la Société, ce qui a été prouvé au notaire instrumentant, qui le reconnaît expressément.

Estimation des coûts

Les dépenses, coûts, frais et charges sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société en raison de sa constitution sont estimés à environ EUR 3.000.-

Décisions de l'assemblée générale de l'associé unique

Et aussitôt après la constitution de la Société, l'associé unique, représentant l'intégralité du capital social souscrit a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre de gérants est fixé à trois (3).

2. Les personnes suivantes sont nommées comme gérant du conseil de gérance de la Société pour une durée indéterminée:

- Andrew Gale, gérant, né à Londres, Royaume-Uni, le 11 janvier 1962. Son adresse professionnelle est: Gustav Mahlerplein 3-115, 1082 MS Amsterdam, Pays-Bas;

- Viscount William Waldorf Astor, gérant, né à Oxford, Royaume-Uni, le 27 décembre 1951. Son adresse professionnelle est: Chorion Limited, 81 Alowych, Londres WC2B4HN; et

- William Jones, gérant, né au New York, Etats-Unis d'Amérique, le 11 février 1963. Son adresse personnelle est: 137, avenue du bois, L-1250 Luxembourg.

3. Le siège social de la Société est fixé au 31 Z.A. Bourmicht, L-8070 Bertrange.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi par une version française et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le document ayant été lu au comparant, ledit comparant a signé avec le notaire le présent acte.

signé: J. TERBLANCHE et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 16 juin 2010. Relation: LAC/2010/26665. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- POUR EXPEDITION CONFORME – délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 21 juin 2010.

Référence de publication: 2010076851/549.

(100088809) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juin 2010.

SAMUEL'S FINANCE (Luxembourg) S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 42.601.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2010074118/13.

(100067130) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2010.

Feeric Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 138.809.

Le Bilan au 31.12.2009 et les annexes ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2010074119/10.

(100067124) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2010.

Finau S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 53.415.

Dépôt complémentaire

LES MENTIONS CI-DESSOUS ET EN ANNEXE COMPLETENT CELLES DEPOSEES LE 28 AVRIL 2010 AU REGISTRE DE COMMERCE ET DES SOCIETES SOUS LA REFERENCE L100058918

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 avril 2010.

SG AUDIT SARL

Signature

Référence de publication: 2010074120/15.

(100067119) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2010.

D.A.L. Holding, Société Anonyme.

Siège social: L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers.

R.C.S. Luxembourg B 17.995.

—
Les comptes annuels au 31/12/2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12/05/2010.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2010074121/13.

(100067106) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2010.

Chardonnay S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers.

R.C.S. Luxembourg B 64.561.

—
Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12/05/2010.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2010074122/13.

(100067101) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2010.

B2P Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 126.929.

—
Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12/05/2010.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2010074123/13.

(100067098) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2010.

Specialised Finance Solutions (S.F.S.) S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 102.942.

—
Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12/05/2010.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2010074124/13.

(100067094) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2010.

Industisol Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 124.306.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12/05/2010.

G.T. Experts Comptables Sàrl
Luxembourg
Signature

Référence de publication: 2010074125/13.

(100067093) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2010.

Fita 2 S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 282, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 124.931.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Séverine Michel
Gérante

Référence de publication: 2010074126/11.

(100067304) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2010.

Issin Investments SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 5, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 82.637.

Le Bilan au 31.12.2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11/5/2010.

Signature.

Référence de publication: 2010074128/10.

(100067301) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2010.

TNN Trust and Management S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.250,00.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon 1er.
R.C.S. Luxembourg B 68.364.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 mai 2010.

Pour TNN TRUST AND MANAGEMENT S.A.
Pierre HOFFMANN / Michael MORRICE
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2010074129/14.

(100067077) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2010.

TNN Trust and Management S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.250,00.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon 1er.
R.C.S. Luxembourg B 68.364.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 mai 2010.

Pour TNN TRUST AND MANAGEMENT S.A.

Pierre HOFFMANN / Michael MORRICE

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2010074130/14.

(100067080) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2010.

Eontech Ventures S.A. & Alpha S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 86.050.

Projet commun de fusion concernant l'opération de fusion transfrontalière par absorption conformément à l'article 772 du Code des Sociétés belge et à la Section XIV "Des Fusions" de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales

Entre

EonTech Ventures S.A. & Alpha S.C.A.

Société en commandite par actions

L-2146 Luxembourg, rue de Merl 63-65

Grand-Duché de Luxembourg

Enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B-86050

La Société Absorbante

Et

EonTech Aquarius S.A. Société Anonyme

Drève Sainte Anne 68B, 1020 Bruxelles 0476.686.407 Registre des Personnes Morales (Bruxelles)_

La Société Absorbée

PROJET DE FUSION DU 22 JUIN 2010

L'an deux mille dix, le vingt-deux juin.

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

A comparu:

Madame Michèle SENSI-BERGAMI, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Esch-sur-Alzette, agissant:

1) en sa qualité de mandataire du conseil d'administration de la société absorbante la société en commandite par actions dénommée "EonTech Ventures S.A. & Alpha S.C.A.",

en vertu d'un pouvoir lui conféré par décision du conseil d'administration en date du 1 5 juin 2010.

2) EN SA QUALITÉ DE MANDATAIRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ ABSORBÉE LA SOCIÉTÉ ANONYME DÉNOMMÉE "EonTeCH Aquarius S.A.",

en vertu d'un pouvoir lui conféré par décision du conseil d'administration en date du 15 juin 2010.

Un exemplaire de chaque résolution après avoir été signé "ne varietur" par le comparant et le notaire instrumentaire, restera annexé au présent acte pour ÊTRE SOUMIS ENSEMBLE À LA FORMALITE DE L'ENREGISTREMENT.

I. Exposé préalable.

EonTech Ventures S.A. & Alpha S.C.A. d'une part, et EonTech Aquarius SA d'autre part, ont l'intention de procéder à une opération assimilée à une fusion transfrontalière par absorption (dite "fusion transfrontalière simplifiée"), opération par laquelle l'intégralité du patrimoine (y compris tous les droits et obligations) de EonTech Aquarius S.A., par suite d'une dissolution sans liquidation, sera transférée à EonTech Ventures S.A. & Alpha S.C.A. conformément à l'article 772 du Code des sociétés belge (ci-après "CS" ou "Réglementation Belge") et à la section XIV "Des Fusions" de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (ci-après "LSC" ou "Loi Luxembourgeoise"), par voie d'une fusion transfrontalière par absorption entre sociétés de deux Etats membres de l'Union Européenne. La fusion permettra un transfert juridique à titre universel.

En application de l'article 772/6 CS et de l'article 261 LSC, le conseil d'administration respectivement le gérant des sociétés concernées se sont réunis le 15 juin 2010 en vue d'établir conjointement le projet commun de fusion simplifiée ci-après.

Les organes de gestion des sociétés appelées à fusionner s'engagent mutuellement à mettre tout en oeuvre afin de réaliser cette fusion aux conditions ci-après décrites, et arrêtent par la présente le texte du projet commun de fusion qui sera soumis à l'approbation des organes compétents des sociétés concernées et le cas échéant de l'assemblée générale des associés.

Les organes de gestion des sociétés appelées à fusionner ont choisi de procéder à une fusion transfrontalière simplifiée, car la Société Absorbante est déjà l'unique actionnaire de la Société à Absorber.

II. Identification des sociétés participant à la fusion.

Les sociétés participant à la fusion proposée sont les suivantes:

1. EonTech Ventures S.A. & Alpha S.C.A., une société en commandite par actions de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-2146 Luxembourg, rue de Merl 63-65.

- La société est inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B-086050
- Les statuts de la société sont annexés au présent projet de fusion dont ils font partie intégrante
- Conformément à l'article 4 des statuts, l'objet social est décrit comme suit:

"La Société a pour objet la prise de participations et la détention de ces participations dans toutes entreprises luxembourgeoises ou étrangères ainsi que l'administration, la gestion et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut accorder toute assistance financière à des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société, notamment des prêts, garanties ou sûretés sous quelque forme que ce soit.

La Société peut employer ses fonds en investissant dans l'immobilier ou les droits de propriété intellectuelle sous quelque forme que ce soit.

La Société peut emprunter sous toutes formes et procéder à l'émission d'obligations.

D'une manière générale, elle peut effectuer toutes opérations commerciales, industrielles ou financières qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet social."

- Le gérant de EonTech Ventures S.A. & Alpha S.C.A. est l'associé commandité EonTech Ventures S.A., société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-2146 Luxembourg, rue de Merl 63-65 et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B-081442. EonTech Ventures S.A. & Alpha S.C.A. est également supervisée par un conseil de surveillance composé des trois membres suivants:

- Monsieur Nicola Bettio
- Monsieur Sandro Grigolli
- Monsieur Jean-Marc Faber

Ci-après dénommée 'EonTech Ventures' ou 'la Société Absorbante'.

2 La société anonyme EonTech Aquarius S.A., ayant son siège social à 1020 Bruxelles, Drève Sainte Anne 68B.

- La société est inscrite au Registre des Personnes Morales (Bruxelles) sous le numéro 0476.686.407.
- Conformément à l'article 3 des statuts, l'objet social est décrit comme suit:

La société a pour objet, tant en Belgique qu'à l'étranger:

la prise de participations par voie d'apport en numéraire ou en nature, de fusion, de souscription, d'intervention financière ou autrement, dans toutes sociétés ou institutions de nature financière, commerciale ou industrielle; elle peut supporter telles sociétés ou les constituer ou les acquérir.

La société peut pourvoir à l'administration, à la supervision, et au contrôle de toutes sociétés liées ou avec lesquelles il existe un lien de participation et toutes autres, et consentir tous prêts à celles-ci, sous quelque forme et pour quelque durée que ce soit ainsi que garantir toutes obligations de celles-ci.

La société peut acquérir, donner ou prendre en location, ériger, aliéner ou échanger tous biens meubles ou immeubles, d'exploitation ou d'équipement, et plus généralement, toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous autres objets similaires ou connexes, et ce par tous moyens, notamment par voie d'apport, participation, souscription, achat d'actions, obligations et tous titres quelconques.

La présente liste est énonciative et non limitative.

L'objet social peut être étendu ou restreint par voie de modification aux statuts dans les conditions requises par l'article 559 du Code des sociétés.

- Le conseil d'administration de la société est composé comme suit:
- * Monsieur Nicola Bettio
- * Monsieur Sandro Grigolli

Ci-après dénommée 'EonTech Aquarius' ou 'la Société Absorbée' ou 'la Société à Absorber'.

III .Motifs / Raisons économiques du projet commun de fusion

Au travers de la fusion, la Société Absorbante se propose d'acquérir l'activité de la Société Absorbée, en ce compris la totalité de l'actif et du passif (ci-après, "l'Activité").

La fusion a pour objet de transférer l'Activité en faveur de la Société Absorbante de manière à ce que la Société Absorbante puisse diriger l'Activité en sa qualité de successeur de la Société Absorbée. A cet égard, la Société Absorbante deviendra le propriétaire des actifs de la Société Absorbée et reprendra son passif.

D'un point de vue économique, la fusion est principalement réalisée pour économiser des coûts et simplifier la structure légale actuelle. De plus, les lois luxembourgeoises sur la capitalisation devraient permettre au groupe d'adapter plus librement la structure du capital de la Société Absorbante pour réagir aux changements des conditions actuelles du marché

financier, et en même temps de conserver une structure de capital en accord avec l'industrie de référence. Suite à la fusion, les activités actuellement réalisées par la Société Absorbée seront réalisées par la Société Absorbante.

IV. Procédure

1. Le projet de fusion. Le présent document a été rédigé conformément à la Réglementation Belge, la Loi Luxembourgeoise et à la Directive 2005/56/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 sur les fusions transfrontalières des sociétés de capitaux ("Directive"). La Directive a vocation à faciliter les fusions de sociétés constituées dans différents Etats membres de l'Union Européenne ou de l'Espace Economique Européen.

Au Grand-Duché de Luxembourg, le projet de fusion doit être publié un mois au moins avant l'approbation de la fusion (article 262 LSC) par les organes compétents et le cas échéant par l'assemblée générale des associés / actionnaires.

En Belgique, afin d'obtenir le certificat attestant l'accomplissement correct des actes et des formalités préalables à la fusion (article 772/12 CS/article 271 alinéa 2 LSC), le conseil d'administration de la Société Absorbée doit déposer le projet de fusion au plus tard six semaines avant l'approbation de la fusion par les organes compétents et le cas échéant par l'assemblée générale des actionnaires (article 772/7 CS).

Les organes de gestion des sociétés concernées déclarent avoir pris connaissance de l'obligation légale pour chacune des sociétés participant à la fusion de déposer un projet commun de fusion au Greffe du Tribunal de Commerce compétent pour la Belgique et auprès du Registre de Commerce et des sociétés pour le Grand-Duché du Luxembourg.

2. Mise à disposition des documents. Au Grand-Duché de Luxembourg, la Société Absorbante est tenue de mettre à la disposition de ses actionnaires / associés l'ensemble des documents visés à l'Article 279 b) LSC à son siège social un mois au moins avant la date de l'approbation de la fusion par les organes compétents et le cas échéant par l'assemblée générale des actionnaires / associés.

3. Rapport d'expert. Conformément aux dispositions des articles 772 CS et de l'article 278 LSC, aucun rapport spécial ne sera établi par un expert indépendant (commissaire).

4. Approbation de la fusion. La fusion sera approuvée par les organes compétents et le cas échéant par les associés / actionnaires réunis en assemblée générale extraordinaire à tenir devant notaire. Cependant, conformément à l'article 772/11 CS et l'article 279 alinéa 2 LSC, l'approbation par l'assemblée générale de la Société à Absorber n'est pas requise pour une telle opération.

Au Grand-Duché de Luxembourg, conformément à l'article 264 LSC, l'approbation des actionnaires commanditaires n'est pas requise. Cependant, conformément à ce même article, l'approbation de tous les associés commandités de la Société Absorbante est requise.

Le présent projet signé par l'associé commandité vaut accord sur le projet de fusion requis selon les termes de l'article 263 -4 LSC.

A. Date à partir de laquelle les opérations effectuées par la Société Absorbée seront considérées du point de vue comptable et des impôts directs comme accomplies pour le compte de la Société Absorbante

Toutes les opérations de la Société Absorbée seront considérées d'un point de vue comptable et des impôts directs comme accomplies et réalisées au nom et pour le compte de la Société Absorbante à compter du 1^{er} janvier 2010 à 0.00 heures ("Date de Prise d'Effet").

B. Informations concernant l'évaluation du patrimoine actif et passif transféré à la société issue de la fusion transfrontalière

Les actifs et passifs (y compris tous les droits et obligations) de la Société à Absorber seront transférés à la Société Absorbante à leur valeur comptable, établie sur base des comptes de la Société à Absorber en date du 31 décembre 2009.

C. Dates des comptes des sociétés qui fusionnent utilisées pour définir les conditions de la fusion transfrontalière

Les conditions de la fusion simplifiée transfrontalière sont déterminées sur base des comptes annuels de la Société Absorbante et de la Société à Absorber en date de 31 décembre 2009.

L'exercice comptable de la Société Absorbante et de la Société à Absorber commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

D. Rapport d'échange

La Société Absorbante est le seul actionnaire de la Société à Absorber. Par conséquent, et conformément aux articles 772/6 et 676 CS et à l'article 278 LSC, aucun rapport d'échange n'est à déterminer.

E. Droits que la Société Absorbante confère aux associés de la Société Absorbée, qui ont des droits spéciaux, ainsi qu'aux porteurs de titres autres que des actions, ou les mesures proposées à leur égard

Il n'existe pas d'actionnaires dans la Société Absorbée qui ont des droits spéciaux, ni de porteurs de titres autres que des actions.

Parallèlement, aucun actionnaire / associé d'une des sociétés participant à la fusion ne se verra attribuer ni ne recevra des droits ou des avantages spéciaux tels que prévus par les articles 261 alinéa 2 f) et 270 alinéa 1 LSC. Aucune mesure ne sera proposée ni envisagée pour ces personnes.

F. Tout avantage particulier attribué aux membres des organes de gestion des sociétés appelées à fusionner

Aucun avantage particulier à l'occasion de la fusion n'est attribué aux aux membres des organes d'administration, de direction, de surveillance ou de contrôle des sociétés qui fusionnent.

G. Information sur les procédures selon lesquelles sont fixées les modalités relatives à l'implication des travailleurs dans la définition de leurs droits de participation dans la société issue de la fusion transfrontalière (information requise en vertu des articles 5 et 14 de la Directive)

La fusion transfrontalière simplifiée n'aura aucun effet sur l'emploi en Belgique ou au Luxembourg, vu que ni la Société Absorbée ni la Société Absorbante n'ont d'employés.

Par conséquent, aucune modalité ne doit être fixée en ce qui concerne l'implication des travailleurs dans la définition de leurs droits de participation dans la Société Absorbante.

Les administrateurs de la Société Absorbante et de la Société à Absorber confirment que pendant les six mois précédant la publication de ce projet de fusion, ni la Société Absorbante, ni la Société à Absorber n'ont employé de travailleurs.

H. Créanciers

De l'avis des administrateurs de la Société Absorbée et de la Société Absorbante, ni les garanties ni les attentes d'avantages raisonnables des créanciers de la Société Absorbée ou de la Société Absorbante ne seront affectés par la fusion.

I. Modifications des statuts

Le conseil d'administration de la Société Absorbante est d'avis que cette fusion n'exige pas une modification de son objet social. Les statuts de la Société Absorbante sont joints en Annexe 1 qui fait partie intégrante de ce projet de fusion.

J. Déclarations pro fisco

Les soussignés déclarent que cette fusion simplifiée transfrontalière répond aux conditions d'exemption prévues aux articles 117 et 120 du Code belge des Droits d'Enregistrement et des articles 211 et 212 du Code belge des Impôts Directs 1992, ainsi que des articles 11 en 18 § 3 du Code belge de la TVA.

K. Divers

Si une disposition de ce projet est ou devenait complètement ou partiellement inopérante ou nulle, la validité des autres dispositions n'en serait pas affectée. Les parties seraient dans l'obligation de remplacer la disposition inopérante ou nulle par une disposition valable qui permettrait d'aboutir au même résultat économique dans le respect des intentions poursuivies par la disposition inopérante ou nulle.

La Société à Absorber n'est pas propriétaire de biens immobiliers.

En l'absence de dispositions légales plus contraignantes, toute modification et tous ajouts au texte du présent projet devront être approuvés par écrit et contresignés.

Tous les coûts de l'acte notarié et de son exécution seront supportés par la Société Absorbante.

La date finale pour l'approbation du projet de fusion par les organes compétents et le cas échéant par les assemblées générales respectives est le 30 juillet 2010.

Le projet de fusion susvisé et/ou un projet de ce projet de fusion sera donc déposé conformément à l'article 262 LSC dans le dossier de la Société à Absorber au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles au plus tard le 17 juin 2010, et conformément à ce même article 262 LSC au Registre de commerce et des Sociétés de Luxembourg au plus tard un mois avant l'approbation des organes compétents appelés à statuer sur la fusion.

DONT ACTE, fait et passé à Esch-sur-Alzette, en l'étude du notaire instrumentaire, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante agissant en ses dites qualités, connue du notaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: M.Sensi-Bergami, Moutrier Blanche.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 22 juin 2010 Relation: EAC/2010/7474. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Releveur (signé): A. Santioni.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 24 juin 2010.

Moutrier BLANCHE.

Référence de publication: 2010079992/207.

(100091030) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2010.

CGM Lux 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 25, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 125.046.

Les comptes annuels au 31. Dezember 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CGM Lux 1 S. à r.l.

Detlef Koppenhagen / Dr. Bernhard Weber

Référence de publication: 2010074173/11.

(100067127) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2010.

Caisse Raiffeisen Junglinster, Société Coopérative.

Siège social: L-6130 Junglinster, 1, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 20.380.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Banque Raiffeisen S.C. / Banque Raiffeisen S.C.

John Bour / Ernest Cravatte

Directeur / Président du Comité de direction

Référence de publication: 2010074174/12.

(100067175) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2010.

Caisse Raiffeisen Canton Remich, Société Coopérative.

Siège social: L-5408 Bous, 46, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 20.373.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Banque Raiffeisen S.C. / Banque Raiffeisen S.C.

John Bour / Ernest Cravatte

Directeur / Président du Comité de direction

Référence de publication: 2010074175/12.

(100067174) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2010.

Caisse Raiffeisen Bascharage-Reckange-Soleuvre, Société Coopérative.

Siège social: L-4942 Bascharage, 2C, rue de la Résistance.

R.C.S. Luxembourg B 20.301.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Banque Raiffeisen S.C.

John Bour / Ernest Cravatte

Directeur / Président du Comité de direction

Référence de publication: 2010074176/12.

(100067172) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2010.

Banque Raiffeisen, Société Coopérative.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 46, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 20.128.

Les comptes annuels et les comptes consolidés au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

John Bour / Ernest Cravatte

Directeur / Président du Comité de direction

Référence de publication: 2010074177/12.

(100067169) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2010.

Caisse Raiffeisen Niederanven/Syrdall, Société Coopérative.

Siège social: L-6940 Niederanven, 130A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 20.276.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Banque Raiffeisen S.C.
John Bour / Ernest Cravatte
Directeur / Président du Comité de direction

Référence de publication: 2010074178/12.

(100067159) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2010.

Caisse Raiffeisen Musel-Sauerdall, Société Coopérative.

Siège social: L-6794 Grevenmacher, route du Vin.

R.C.S. Luxembourg B 20.415.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Banque Raiffeisen S.C.
John Bour / Ernest Cravatte
Directeur / Président du Comité de direction

Référence de publication: 2010074179/12.

(100067156) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2010.

Swiss Re Treasury (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 72.575.

In the year two thousand and ten, on the twenty-first day of June.

Before us, Maitre Jean-Joseph Wagner, notary, residing in Sanem (Grand-Duchy of Luxembourg),

there appeared:

Mr Markus SCHAFROTH, licencié HEC, residing professionally in Luxembourg,

acting on behalf of the board of directors of Swiss Re Treasury (Luxembourg) S.A. a société anonyme, with its registered office at 2A, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Trade and Companies Register of Luxembourg under number B 72.575 (hereinafter referred to as the "Company") and incorporated by a deed of Me Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, dated 16 November 1999, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 35 on 12 January 2000, whose articles of incorporation have been amended several times and for the last time by a deed of the undersigned notary dated 1 October 2008, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2684, on 4 November 2008,

by virtue of the authority conferred on her/him by resolutions of the board of directors of the Company adopted on 4 May 2010.

An excerpt of the minutes of the meeting of the board of directors of the Company held on 4 May 2010, after having been signed *in extenso* by the appearing person and by the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Said appearing person, acting in such capacity, has requested the undersigned notary to record the following declarations and statements:

- that in accordance with the joint merger proposal in notarial form recorded in a deed of the undersigned notary on 11 May 2010, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1032 of 18 May 2010, the Company, as the absorbing company (the "Absorbing Company"), and Swiss Re Management (Luxembourg) S.A., a société anonyme, with its registered office at 2A, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Trade and Companies Register of Luxembourg under number B 72.989 and incorporated by a deed of Me Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg on 10 December 1999, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 99, on 28 January 2000 and whose articles of incorporation have been amended several times and for the last time pursuant to a notarial deed on 1 October 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2684, on 4 November 2008, as absorbed company (the "Absorbed Company"), pro-

posed to merge under the procedure of a simplified merger by absorption provided for under articles 278 and seq. of the law of 10 August 1915 on commercial companies (the "Merger");

- that no shareholder required, during the period of one (1) month following the publication of the joint merger proposal in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, an extraordinary general meeting of the Absorbing Company, to be convened in order to resolve on the approval of the Merger;

- that the Merger became effective and entailed ipso jure the universal transfer, between the merging companies, of all assets and liabilities of the Absorbed Company to the Absorbing Company on 19 June 2010, that is to say on the calendar day immediately following one calendar month after the day of publication of the joint merger proposal in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations;

- that as a result of the Merger, the Absorbed Company has been dissolved without liquidation, the shares of the Absorbed Company have been cancelled and the books and documents of the Absorbed Company are kept during the legal period (five (5) years) at the registered office of the Absorbing Company: 2A, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

- that as a result of the Merger, the Absorbing Company is persisting as legal entity and is full successor in title of all assets and liabilities formerly allocated to the Absorbed Company;

- that on the day of publication of this deed in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, the Merger will become effective vis-à-vis third parties.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English followed by a German version and that at the request of the appearing person and in case of divergences between the two versions, the English version will prevail.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary, by his surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us notary this original deed.

Whereas, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorhergehenden Textes

Im Jahre zweitausendzehn, am einundzwanzigsten Juni,

erschien vor dem unterzeichneten Notar Jean-Joseph Wagner, mit Amtssitz in Sassenheim (Großherzogtum Luxemburg),

Herr Markus SCHAFROTH, licencié HEC, mit beruflicher Anschrift in Luxemburg,

als Vertreter des Verwaltungsrats der Swiss Re Treasury (Luxembourg) S.A., einer société anonyme, mit Gesellschaftssitz in 2A, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen beim Handelsregister Luxemburg unter der Nummer B 72.575 (nachfolgend die "Gesellschaft"), gegründet durch Urkunde von Notar Joseph Elvinger, vom 16. November 1999, die im Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 35 vom 12. Januar 2000 veröffentlicht worden ist. Die Satzung der Gesellschaft wurde mehrmals abgeändert und zuletzt durch notarielle Urkunde des amtierenden Notars vom 1. Oktober 2008, veröffentlicht im Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 2684 vom 4. November 2008,

handelnd aufgrund der Vollmacht, die ihm/ihr durch Beschlüsse des Verwaltungsrats der Gesellschaft am 4. Mai 2010 erteilt wurde.

Ein Auszug des Protokolls der Versammlung des Verwaltungsrats vom 4. Mai 2010,

unterzeichnet "ne varietur" von dem Bevollmächtigten und dem amtierenden Notar, bleibt gegenwärtiger Urkunde beigelegt, um mit derselben einregistriert zu werden.

Die erschienene Person, in solcher Eigenschaft, hat den unterzeichneten Notar aufgefordert, die folgenden Erklärungen und Feststellungen festzuhalten:

- in Übereinstimmung mit dem Gemeinsamen Verschmelzungsplan, aufgenommen in notarieller Form durch den unterzeichneten Notar am 11. Mai 2010, veröffentlicht im Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 1032 vom 18. Mai 2010, haben die Gesellschaft, als die übernehmende Gesellschaft (die "Übernehmende Gesellschaft"), und Swiss Re Management (Luxembourg) S.A., eine société anonyme mit Gesellschaftssitz in 2A, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 72.989 und gegründet durch Urkunde von Notar Joseph Elvinger, mit Amtssitz in Luxemburg, am 10. Dezember 1999, die im Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 99 vom 28. Januar 2000 veröffentlicht worden ist, und deren Satzung mehrmals abgeändert wurde, zuletzt durch notarielle Urkunde des amtierenden Notars vom 1. Oktober 2008, veröffentlicht im Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 2684 vom 4. November 2008, als die übernommene Gesellschaft (die "Übernommene Gesellschaft") vorgeschlagen, sich unter dem vereinfachten Verschmelzungsverfahren gemäß Artikel 278 ff. des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften zu verschmelzen (die "Verschmelzung").

- kein Gesellschafter hat, während einer Zeit von einem (1) Monat nach der Veröffentlichung des Gemeinsamen Verschmelzungsplans im Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, verlangt, dass eine außerordentliche Generalversammlung einberufen wird, um über die Zustimmung zur Verschmelzung zu entscheiden.

- die Verschmelzung wurde am 19. Juni 2010, das heißt am Tag nach Ablauf eines Monats nach der Veröffentlichung des Gemeinsamen Verschmelzungsplans im Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, wirksam und hat den Übergang von Rechts wegen der Gesamtheit aller Aktiva und Passiva der Übernommenen Gesellschaft auf die Übernehmende Gesellschaft bewirkt;

- in Folge der Verschmelzung wurde die Übernommene Gesellschaft ohne Liquidation aufgelöst, die Aktien der Übernommenen Gesellschaft wurden annulliert und die Bücher und Unterlagen der Übernommenen Gesellschaft werden während der gesetzlich vorgeschriebenen Frist von fünf (5) Jahren am Gesellschaftssitz der Übernehmenden Gesellschaft, 2A, rue Albert Borschette, L-1246 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, aufbewahrt;

- in Folge der Verschmelzung bleibt die Übernehmende Gesellschaft als juristische Person bestehen und tritt als Gesamtrechtsnachfolgerin in alle Rechte und Pflichten der Übernommenen Gesellschaft ein;-

- die Verschmelzung wird Dritten gegenüber am Tag der Veröffentlichung dieser Urkunde im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations wirksam;

Der unterzeichnende Notar, der Englischen spricht und versteht, erklärt, dass vorliegende Urkunde in englischer Sprache verfasst wurde, der eine deutsche Fassung folgt und dass auf Antrag der erschienenen Person im Falle von Abweichungen zwischen der deutschen und der englischen Fassung die englische Fassung gilt

Nachdem das Dokument der dem Notar nach Namen, Vornamen, Personenstand und Wohnort bekannten, erschienenen Person vorgelesen worden ist, hat diese die vorliegende urschriftliche Urkunde mit dem unterzeichnenden Notar, unterzeichnet.

Woraufhin, vorliegende Urkunde am eingangs erwähnten Datum von dem unterzeichnenden Notar in Luxemburg aufgenommen wurde.

Gezeichnet: M. SCHAFROTH, J.J. WAGNER.

Einregistriert zu Esch/Alzette A.C., am 22. Juni 2010. Relation: EAC/2010/7486. Erhalten fünfundsiebzig Euro (75.-EUR).

Der Einnehmer (gezeichnet): SANTIONI.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, erteilt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Sondersammlung für Gesellschaften und Vereinigungen.

Beles, den 24 Juni 2010.

Jean-Joseph WAGNER.

Référence de publication: 2010080499/118.

(100091292) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juin 2010.

Point Parks Poland 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 125.866.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

S G G S.A.

412F, route d'Esch

L-2086 LUXEMBOURG

Signatures

Référence de publication: 2010074197/14.

(100067571) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2010.

bofrost* Vertriebs II GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3898 Foetz, 11, rue du Brill.

R.C.S. Luxembourg B 40.939.

Les comptes annuels au 28/02/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 14/05/2010.

Pour bofrost Vertriebs II G.m.b.H.*

J. REUTER

Référence de publication: 2010074198/12.

(100067569) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2010.

bofrost* Benelux Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3898 Foetz, 11, rue du Brill.

R.C.S. Luxembourg B 89.121.

Les comptes annuels au 28/02/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 14/05/2010.

Pour bofrost Benelux Holding S.à r.l.*

J. REUTER

Référence de publication: 2010074199/12.

(100067567) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2010.

Relaxation 2000, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5433 Niederdonven, 57, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 55.993.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 14/05/2010.

Pour RELAXATION 2000 S.à r.l.

J. REUTER

Référence de publication: 2010074200/12.

(100067565) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2010.

Property and Development S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9227 Diekirch, 50, Esplanade.

R.C.S. Luxembourg B 153.443.

STATUTEN

Im Jahre zweitausend und zehn, am achtzehnten Mai.

Vor dem unterzeichneten Notar Gérard Lecuit, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Ist erschienen:

Herr Nicholas James MARTIN, „expert-comptable“, geboren am 3. Januar 1974 in Guernsey, England, wohnhaft in F-54730 Gorcy, 1, rue Neuf Ville.

Die erschienene Partei hat die folgende Gründungssatzung der Gesellschaft aufgesetzt, welche sie hierdurch gründen will:

Kapitel I. - Form, Name, Sitz, Gesellschaftszweck, Dauer

Art. 1. Form, Name. Es wird hiermit von dem einzigen Aktionär und allen, die Inhaber der hiernach geschaffenen Aktien werden, eine Gesellschaft in Form einer Aktiengesellschaft gegründet, die den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg und den Bestimmungen der vorliegenden Satzung unterliegt.

Die Gesellschaft besteht zunächst aus einem einzigen Aktionär, der Inhaber aller Aktien ist.

Die Gesellschaft firmiert unter dem Namen „Property and Development S.A.“.

Art. 2. Sitz. Die Gesellschaft hat ihren Sitz in der Stadt Diekirch.

Der Gesellschaftssitz kann durch einen Beschluss des Verwaltungsrates an jeden anderen Ort innerhalb der Stadt Diekirch verlegt werden.

Sollte der Verwaltungsrat der Auffassung sein, dass außergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder gesellschaftlicher Art aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, die die normale Geschäftsführung der Gesellschaft am Gesellschaftssitz oder den einfachen Austausch mit dem Büro am Gesellschaftssitz beziehungsweise zwischen dem Büro am Gesellschaftssitz und im Ausland befindlichen Personen beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zur völligen Beilegung der außergewöhnlichen Ereignisse ins Ausland verlegt werden; diese vorübergehenden Maßnahmen haben keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft welche, unabhängig von der vorübergehenden Verlegung des Gesellschaftssitzes, eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

Art. 3. Gesellschaftszweck. Gesellschaftszweck sind alle direkt oder indirekt mit der Beteiligung, gleich in welcher Form, an jeglichen Unternehmen verbundenen Geschäfte. Diese können die Verwaltung, die Führung, die Kontrolle und die Verwertung dieser Beteiligungen beinhalten.

Die Gesellschaft kann insbesondere ihre Mittel zur Erstellung, Führung, Verwertung und Liquidation seines aus allen Titeln und Patenten jeglicher Herkunft zusammengesetzten Portfolios verwenden, an der Gründung, Entwicklung und Kontrolle jeglicher Unternehmen teilnehmen, jegliche Titel und Patente durch Uebertragung, Zeichnung, Übernahme oder Kaufoption und auf jegliche andere Art entstehen, sie durch Kauf, Abtretung, Austausch oder auf sonst eine Weise verwerten oder veräußern, den Gesellschaften, an denen sie Interesse hat, sämtliche Hilfen, Darlehen, Vorschüsse oder Garantien geben.

Die Gesellschaft kann alle geschäftlichen, industriellen oder finanziellen Operationen sowie alle Überträge von beweglichem und unbeweglichem Eigentum durchführen, welche notwendig sind zur Erfüllung ihres Gesellschaftszweckes.

Art. 4. Dauer. Die Gesellschaft ist für eine unbegrenzte Dauer gegründet.

Sie kann jederzeit durch einen Beschluss des einzigen Aktionärs oder der Hauptversammlung der Aktionäre aufgelöst werden, der in der gleichen Weise gefasst wird wie ein Beschluss zur Änderung dieser Satzung.

Kapitel II. - Kapital, Aktien

Art. 5. Kapital. Das ausgegebene und eingezahlte Kapital der Gesellschaft beträgt einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-) und ist in eintausend (1.000) Aktien mit einem Nennwert von je einunddreißig Euro (EUR 31,-) aufgeteilt.

Das Kapital der Gesellschaft kann erhöht oder reduziert werden durch einen Beschluss des alleinigen Aktionärs, oder der Hauptversammlung der Aktionäre, der in Übereinstimmung mit nach Luxemburger Recht erforderlichen Regelungen für die Änderung dieser Satzung gefasst werden muss.

Art. 6. Aktien. Die Aktien werden in Form von Inhaberaktien ausgegeben.

Kapitel III. - Verwaltungsrat, Aufsicht

Art. 7. Verwaltungsrat. Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat verwaltet, der aus nicht weniger als drei (3) Mitgliedern, die nicht Aktionäre sein müssen, besteht. Wenn und solange die Gesellschaft nur einen (1) Aktionär hat, kann der Verwaltungsrat aus einem einzelnen Mitglied bestehen, das vom einzigen Aktionär bestimmt wird.

Die Mitglieder des Verwaltungsrats werden von dem einzigen Aktionär oder, im Fall von mehreren Aktionären, der Hauptversammlung der Aktionäre ernannt, die ihre Anzahl und ihre Amtsdauer festlegt, die sechs (6) Jahre nicht überschreiten darf; sie bleiben im Amt bis ihre Nachfolger gewählt sind. Sie können wiederernannt werden und können jederzeit, mit oder ohne Angabe von Gründen, durch einen Beschluss des einzigen Aktionärs oder, im Fall von mehreren Aktionären, von der Hauptversammlung abberufen werden.

Wird eine oder mehrere Stelle(n) im Verwaltungsrat wegen Todes, Pensionierung oder aus anderen Gründen frei, so können die verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrates in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Vorschriften ein neues Mitglied zur Ausfüllung dieser freien Stelle wählen. In diesem Fall müssen die Aktionäre in ihrer nächsten Hauptversammlung diese Wahl ratifizieren.

Art. 8. Sitzungen des Verwaltungsrates. Im Fall von mehreren Verwaltungsratsmitgliedern ernennt der Verwaltungsrat aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden. Der Verwaltungsrat kann ebenso einen Schriftführer ernennen, der nicht Mitglied des Verwaltungsrats sein muss und der für die Protokollführung während der Sitzungen des Verwaltungsrats und der Hauptversammlungen der Aktionäre verantwortlich ist.

Der Verwaltungsrat tritt nach Einberufung durch den Vorsitzenden zusammen. Eine Sitzung des Verwaltungsrates muss auf Wunsch zweier (2) seiner Mitglieder einberufen werden.

Der Vorsitzende steht allen Sitzungen der Hauptversammlung und des Verwaltungsrates vor, es sei denn, dass der Verwaltungsrat oder die Hauptversammlung wegen der Abwesenheit des Vorsitzenden ein anderes Mitglied als Vorsitzenden auf Zeit durch Mehrheitswahl durch die anwesenden oder vertretenen Mitglieder der Hauptversammlung der Aktionäre bzw. des Verwaltungsrates in dieser Sitzung ernannt hat.

Außer in Dringlichkeitsfällen werden die Sitzungen des Verwaltungsrates mindestens achtundvierzig (48) Stunden vor ihrem Termin schriftlich durch Brief, Fax, Email oder jedes andere elektronische Mittel, das vom Verwaltungsrat anerkannt wurde, einberufen. In Dringlichkeitsfällen wird die Art der Dringlichkeit in der Einberufung angegeben. Jedes dieser Einberufungsschreiben soll Ort und Tagesordnung der Sitzung angeben.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann schriftlich oder durch Telegramm, Fax, Email oder jedes andere elektronische Mittel, das vom Verwaltungsrat angenommen wurde, auf die Benachrichtigung verzichten. Für Sitzungen, deren Ort und Zeit in einem zuvor angenommenen Beschluss des Verwaltungsrates festgelegt worden sind, ist keine gesonderte Benachrichtigung erforderlich.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann sich bei den Sitzungen des Verwaltungsrates durch ein anderes Verwaltungsratsmitglied vertreten lassen, indem es dieses hierzu schriftlich oder durch Telegramm, Fax, Email oder jedes andere elektronische Mittel, das vom Verwaltungsrat angenommen wurde, bevollmächtigt.

Die Beschlussfähigkeit des Verwaltungsrates erfordert, dass mindestens die Hälfte der Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder vertreten sind.

Beschlüsse werden per Mehrheitsentscheid aller bei der Sitzung anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst.

Der Vorsitzende des Verwaltungsrates hat bei Stimmgleichheit den Stichentscheid.

Ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder können an einer Sitzung durch eine Telefonkonferenzschaltung, Visio-Konferenz oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche es mehreren Personen erlauben miteinander zu kommunizieren und deren Identifizierung erlauben, teilnehmen. Diese Teilnahmeform wird der tatsächlichen Anwesenheit in einer Sitzung gleich gestellt und eine solche Sitzung wird als Sitzung am Gesellschaftssitz angesehen. Solche Kommunikationsmittel müssen alle technischen Erfordernisse erfüllen, die die tatsächliche Teilnahme an der Sitzung sicherstellen und deren Beratungen kontinuierlich übertragen.

Eine schriftliche, von allen Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnete Entscheidung steht einem Beschluss gleich, der in einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Verwaltungsratssitzung gefasst worden wäre. Diese Entscheidung kann in einem einzigen Dokument oder in mehreren getrennten Dokumenten desselben Inhalts festgehalten sein.

Auch nach Beendigung ihres Mandates oder ihrer Tätigkeit dürfen die Mitglieder des Verwaltungsrates sowie alle Personen, die an einer Verwaltungsratssitzung teilnehmen, Informationen über die Gesellschaft, die schädliche Folgen für die Gesellschaft haben könnten, nicht offenlegen, außer wenn eine solche Offenlegung aus gesetzlichen oder regulatorischen Vorschriften oder aus Gründen des öffentlichen Wohls notwendig oder zulässig ist.

Art. 9. Protokolle der Verwaltungsratssitzungen. Die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen werden von dem Vorsitzenden der Sitzung und einem anderen Verwaltungsratsmitglied unterzeichnet. Vollmachten bleiben dem Protokoll beigefügt.

Kopien oder Auszüge der Sitzungsprotokolle, die in rechtlichen Verfahren oder anderweitig übermittelt werden, werden durch den Verwaltungsratsvorsitzenden unterzeichnet.

Besteht der Verwaltungsrat nur aus einem (1) Mitglied, so müssen dessen Beschlüsse schriftlich dokumentiert sein.

Art. 10. Befugnisse des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat hat die weitest gehenden Befugnisse, um alle zur Erreichung des Gesellschaftszwecks notwendigen oder nützlichen Handlungen vorzunehmen. Sämtliche Befugnisse, die die Gesetze oder die vorliegende Satzung nicht ausdrücklich dem einzigen Aktionär oder der Hauptversammlung der Aktionäre übertragen haben, fallen in die Zuständigkeit des Verwaltungsrates.

Der Verwaltungsrat kann ein oder mehrere Gremien einsetzen, deren Mitglieder Verwaltungsratsmitglieder sein können, aber nicht müssen. In diesem Fall benennt der Verwaltungsrat die Mitglieder eines solchen Gremiums/ solcher Gremien und legt die Befugnisse eines solchen Gremiums/ solcher Gremien fest.

Art. 11. Übertragung von Befugnissen. Der Verwaltungsrat kann die tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft und die Vertretung der Gesellschaft innerhalb der täglichen Geschäftsführung an ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder, Handlungsbevollmächtigte, Angestellte oder andere Personen, die Aktionäre sein können, aber nicht müssen, übertragen oder kann spezielle Befugnisse übertragen oder Vollmachten erteilen oder spezielle dauerhafte oder vorübergehende Funktionen an Personen oder Vertreter seiner Wahl übertragen.

Art. 12. Bestellung eines ständigen Beauftragten. Jedes Verwaltungsratsmitglied, welches eine juristische Person ist, hat einen ständigen Beauftragten zu benennen.

Art. 13. Vertretung der Gesellschaft. Die Gesellschaft wird Dritten gegenüber durch die gemeinsame Unterschrift von zwei (2) Mitgliedern des Verwaltungsrates gebunden, wenn der Verwaltungsrat aus mindestens drei (3) Mitgliedern besteht oder durch die Unterschrift des einzigen Verwaltungsratsmitgliedes, wenn der Verwaltungsrat aus einem (1) Mitglied besteht oder innerhalb des Bereiches der täglichen Geschäftsführung durch die alleinige Unterschrift der Person, an welche die tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft übertragen worden ist, oder durch die gemeinschaftliche oder die alleinige Unterschrift derjenigen Person(en), denen von dem Verwaltungsrat eine besondere Zeichnungsvollmacht übertragen wurde, aber immer nur im Rahmen dieser besonderen Zeichnungsvollmacht.

Art. 14. Aufsicht. Die Aufsicht der Gesellschaft obliegt einem oder mehreren Kommissaren, welche Aktionäre oder Nicht-Aktionäre sein können, sie werden durch die Generalversammlung, die ihre Zahl und die Dauer ihrer Mandate festlegt, ernannt.

Kapitel IV. - Hauptversammlung der Aktionäre

Art. 15. Befugnisse der Hauptversammlung. Jede ordnungsgemäß zusammengesetzte Hauptversammlung der Aktionäre vertritt die Gesamtheit der Aktionäre. Vorbehaltlich des oben genannten Artikels 10, hat sie die weitestgehende Befugnis, Rechtsgeschäfte im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft anzuweisen, auszuführen oder zu ratifizieren.

So lange ein einziger Aktionär alle Aktien der Gesellschaft hält, werden alle Befugnisse der Hauptversammlung der Aktionäre von dem einzigen Aktionär ausgeübt.

Die Beschlüsse der Hauptversammlung oder des einzigen Aktionärs, die sich im Rahmen des ersten Paragraphen dieses Artikels bewegen, werden protokolliert oder als schriftlicher Beschluss niedergeschrieben.

Art. 16. Jahreshauptversammlung. Die Jahreshauptversammlung der Aktionäre wird am Sitz der Gesellschaft oder an jedem anderen, im Einberufungsschreiben angeführten Ort am zweiten Freitag des Monats März um 10.00 Uhr abgehalten. Fällt dieser Tag auf einen Feiertag, wird die Versammlung am nächstfolgenden Geschäftstag abgehalten.

Art. 17. Weitere Hauptversammlungen. Der Verwaltungsrat oder der/die Kommissare können zusätzlich zu der Jahreshauptversammlung weitere Hauptversammlungen einberufen. Diese Versammlungen sind einzuberufen, wenn es eine Anzahl von Aktionären, die mindestens ein Zehntel (10%) des Gesellschaftskapitals vertreten, so verlangt.

Ein oder mehrere Aktionäre, welche zusammen mindestens zehn Prozent des gezeichneten Kapitals vertreten, können die Aufnahme eines oder mehrerer zusätzlicher Punkte in die Tagesordnung jeder Hauptversammlung verlangen. Eine solche Anfrage ist spätestens fünf Tage vor der Hauptversammlung per eingeschriebenen Brief an den Gesellschaftssitz der Gesellschaft zu richten.

Hauptversammlungen der Aktionäre einschließlich der Jahreshauptversammlung können außer Landes abgehalten werden, wenn dies nach dem endgültigen Urteil des Verwaltungsrats durch Umstände höherer Gewalt angebracht ist.

Art. 18. Verfahren, Wahl. Die Hauptversammlung wird einberufen durch ein Einberufungsschreiben in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Bestimmungen.

Sind alle Aktionäre bei einer Hauptversammlung anwesend oder vertreten und erklären sie, über die Tagesordnung der Versammlung unterrichtet zu sein, so kann die Versammlung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Ein Aktionär kann sich bei jeder Hauptversammlung durch schriftlich oder per Telegramm, Telex, Fax erteilte Vollmacht durch eine andere Person, die nicht selbst Aktionär sein muss, vertreten lassen.

Jede Aktie berechtigt zu einer Stimme, vorbehaltlich der durch Gesetze auferlegten Beschränkungen.

Soweit nicht anderweitig gesetzlich vorgeschrieben, werden Beschlüsse mit einfacher Mehrheit und ungeachtet der Anzahl der vertretenen Aktien gefasst.

Kopien oder Auszüge des Sitzungsprotokolls der Hauptversammlung, die in Rechtsverfahren vorgelegt werden sollen, sind von dem Vorsitzenden des Verwaltungsrates oder von zwei beliebigen Verwaltungsratsmitgliedern zu unterzeichnen.

Aktionäre, welche an einer Sitzung der Aktionäre via Videokonferenz oder jedweder anderen Telekommunikationsmethode, die ihre Identifizierung erlaubt, teilnehmen, sind bezüglich der Berechnung des Quorums und der Mehrheitsverhältnisses als anwesend anzusehen. Solche Telekommunikationsmethoden müssen alle technischen Erfordernisse erfüllen, die eine tatsächliche Teilnahme an der Sitzung und die kontinuierliche Übertragung ihrer Beratungen sicherstellen.

Kapitel V. - Geschäftsjahr, Jahresabschluss, Gewinnverteilung

Art. 19. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres.

Der Verwaltungsrat bereitet den Jahresabschluss vor. Er legt dieses Dokument zusammen mit einem Geschäftsbericht dem/den unabhängigen oder statutarischen Wirtschaftsprüfer/n mindestens einen Monat vor dem Datum der Jahreshauptversammlung vor. Der/die Kommissare erstellen einen Bericht, der ihre Anmerkungen zu dem Dokument beinhaltet.

Art. 20. Gewinnverteilung. Von dem jährlichen Reingewinn der Gesellschaft werden fünf Prozent (5%) der gesetzlich vorgesehenen Rücklage zugewiesen. Diese Verpflichtung entfällt, sobald die gesetzliche Rücklage die Höhe von zehn Prozent (10%) des ausgegebenen Gesellschaftskapitals erreicht hat.

Auf Vorschlag des Verwaltungsrates bestimmt der einzige Aktionär oder die Hauptversammlung der Aktionäre wie der verbleibende jährliche Reingewinn verteilt werden soll. Er/sie kann entscheiden, den verbleibenden Gewinn vollständig oder teilweise einer Rücklage oder Rückstellung zuzuweisen, auf das nächste Geschäftsjahr vorzutragen oder als Dividende an den/die Aktionär/e auszuschütten.

Vorbehaltlich der gesetzlich vorgeschriebenen Bedingungen kann der Verwaltungsrat eine Abschlagsdividende an die Aktionäre auszahlen. Der Verwaltungsrat legt die Summe und das Datum einer solchen Abschlagszahlung fest.

Kapitel VI. - Auflösung, Abwicklung

Art. 21. Auflösung, Abwicklung. Die Gesellschaft kann durch Beschluss des einzigen Aktionärs oder der Hauptversammlung der Aktionäre aufgelöst werden, der in Übereinstimmung mit den für eine Satzungsänderung erforderlichen Quorum und Mehrheiten gefasst worden ist, soweit gesetzlich nichts anderes vorgeschrieben ist.

Wird die Gesellschaft vorzeitig oder (falls anwendbar) durch Zeitablauf aufgelöst und liquidiert, so soll die Liquidierung der Gesellschaft von einem oder mehreren Liquidatoren ausgeführt werden, die von dem alleinigen Aktionär oder gegebenenfalls der Hauptversammlung der Aktionäre ernannt wurden und deren Befugnisse und Vergütung von denselben festgelegt wurden.

Kapitel VII. - Anwendbares Recht

Art. 22. Anwendbares Recht. Sämtliche Angelegenheiten, die nicht durch die vorliegende Satzung geregelt sind, bestimmen sich nach dem Gesetz über die Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 in seiner zuletzt geltenden Fassung.

Erklärung

Der unterzeichnende Notar bestätigt, dass die Bedingungen des Artikels 26 nach dem Gesetz über die Handelsgesellschaften vom 10. August 1915, in seiner zuletzt geltenden Fassung, beachtet worden sind.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Gründungsdatum der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2010.

Soweit anwendbar, findet die erste Jahreshauptversammlung an dem Tag, zu der Zeit und an dem Ort wie in der Satzung festgelegt im Jahr 2011 statt.

Zeichnung und Einzahlung

Die erscheinende Partei, die die Satzung aufgeschrieben hat, hat die Anzahl von Aktien gezeichnet und den Betrag eingezahlt, wir hierunter detailliert:

Aktionär	Gezeichnetes Kapital	Anzahl der Aktien	Eingezahlter Betrag
Nicholas James MARTIN	EUR 31.000.-	1.000	EUR 31.000.-

Beweis hierüber wurde dem unterzeichneten Notar erbracht welcher erklärt, dass die Voraussetzungen von Artikel 26 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften vom 10. August 1915, wie abgeändert, beachtet wurden.

Geschätzte Kosten

Die Auslagen, Kosten, Aufwendungen und Lasten jeglicher Art, die der Gesellschaft aufgrund ihrer Gründung entstehen, werden auf ungefähr eintausend einhundert Euro (1.100.- EUR) geschätzt.

Beschlüsse des einzigen Aktionärs

Die oben genannte Partei, die das gesamte gezeichnete Gesellschaftskapital repräsentiert, hat unverzüglich folgende Beschlüsse gefasst:

I) Die Anzahl der Mitglieder des Verwaltungsrates wird auf eine Person (1) festgelegt.

Als Verwalter wird ernannt:

Herr Nicholas James MARTIN, „expert-comptable“, geboren am 3. Januar 1974 in Guernsey, wohnhaft in F-54730 Gorcy, 1, rue Neuf Ville.

II) Die Anzahl der Kommissare wird auf einen (1) festgelegt.

Folgendes Unternehmen wird ernannt:

Coficom Sàrl, eine Gesellschaft mit Sitz in L-9227 Diekirch, 50-52, Esplanade, eingetragen im Handelsregister unter der Nummer B 130.229.

III) Der Sitz der Gesellschaft wird auf L-9227 Diekirch, 50, Esplanade festgelegt.

Der unterzeichnende Notar, der Deutsch spricht, erklärt, dass vorliegende Urkunde auf Antrag der oben genannten Partei in deutscher Sprache verfasst wurde, der eine englische Fassung folgt; auf Antrag derselben Personen und im Falle von Abweichungen zwischen dem deutschen und dem englischen Text gilt der deutsche Text.

Woraufhin vorliegende Urkunde am eingangs erwähnten Datum von dem unterzeichnenden Notar in Luxemburg aufgenommen wurde.

Nachdem das Dokument den dem Notar nach Namen, Vornamen, Personenstand und Wohnort bekannten, erschienenen Partei(en) vorgelesen worden ist, haben dieselben vorliegende urschriftliche Urkunde mit dem unterzeichnenden Notar, unterzeichnet.

Es folgt die englische Übersetzung:

In the year two thousand and ten, on the eighteenth day of May.

Before Us, Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared the following:

Mr Nicholas James Martin, chartered accountant, born on the 3rd day of January, 1974, in Guernsey, residing at F-54730 Gorcy, 1, rue Neuf Ville.

The appearing party has drawn up the following Articles of Incorporation of a company which it hereby declares to form:

Chapter I. - Form, Name, Registered Office, Corporate Object, Duration

Art. 1. Form, Name. There is hereby established by the sole shareholder and all those who may become owners of the shares hereafter created a company in the form of a société anonyme which will be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and by the present Articles of Incorporation.

The company is initially composed of one sole shareholder, owner of all the shares.

The company will exist under the name of "Property and Development S.A.".

Art. 2. Registered Office. The company will have its registered office in Diekirch.

The registered office may be transferred to any other place within the municipality of Diekirch by a resolution of the board of directors.

In the event that the board of directors determines that extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures will have no effect on the nationality of the company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg company.

Art. 3. Corporate Object. The purposes for which the company is formed are all transactions pertaining directly or indirectly to the acquiring of participating interests in any enterprises in whatever form. These transactions may include the administration, the management, the control and the development of these participating interests.

The company may particularly use its funds for the establishment, the management, the development and the disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, participate in the creation, the development and the control of any enterprise, acquire by way of investment, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatever, securities and patents, to realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, have developed these securities and patents, grant to other companies or enterprises in which it has direct or indirect interests any support, loans, advances or guarantees.

The company may carry out any commercial, industrial or financial operations, as well as any transactions on real estate or on moveable property that it may deem useful to the accomplishment of its purposes.

Art. 4. Duration. The company is formed for an unlimited duration.

It may be dissolved at any time by a decision of the sole shareholder or the general meeting of shareholders resolving in the same manner as for the amendment of these Articles of Incorporation.

Chapter II. - Corporate Capital, Shares

Art. 5. Corporate Capital. The company has an issued and paid-up corporate capital of thirty-one thousand euro (EUR 31,000.-) divided into thousand (1,000) shares with a par value of thirty-one euro (31.- EUR) each.

The corporate capital of the company may be increased or reduced by a resolution of the sole shareholder or the general meeting of shareholders adopted in the manner required by the laws of Luxembourg for amendment of these Articles of Incorporation.

Art. 6. Shares. The shares will be in the form of bearer shares.

Chapter III. - Board of Directors, Statutory Auditor

Art. 7. Board of Directors. The company shall be administered by a board of directors composed of at least three (3) members who need not be shareholders. However when and as long as the company has only one shareholder, the board of directors may be composed of only one (1) member appointed by the sole shareholder.

The directors shall be elected by a resolution of the sole shareholder or in case of plurality of shareholders, by the general meeting of shareholders, which shall determine their number, for a period not exceeding six (6) years, and they shall hold office until their successors are elected. They are re-eligible and they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the sole shareholder or in case of plurality of shareholders, by the general meetings of shareholders.

In the event of one or more vacancies in the board of directors because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may elect to fill such vacancy in accordance with the provisions of law. In this case the shareholders shall ratify the election, at their next general meeting.

Art. 8. Meetings of the Board of Directors. If there are several directors, the board of directors shall choose from among its members a chairman. It may also appoint a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors and of the general meeting of shareholders.

The board of directors shall meet upon convocation by the chairman. A meeting of the board must be convened if any two (2) directors so require.

The chairman shall preside at all general meetings of shareholders and all meetings of the board of directors, but in his absence the general meeting of shareholders or the board will appoint another director as chairman pro tempore of such general meeting of shareholders or meeting of the board of directors by a majority vote of those present or represented at the general meeting of shareholders respectively the meeting of the board of directors.

Written notice of any meeting of the board of directors will be given by letter, fax, e-mail or any other electronic means approved by the board of directors to all directors at least forty-eight (48) hours in advance of the day set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such emergency will be set forth in the notice of meeting. The notice shall indicate the place and agenda for the meeting.

Each director may waive this notice by his consent in writing or by cable, fax, e-mail or any other electronic means approved by the board of directors. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing another director as his proxy in writing or by cable, fax, e-mail or any other electronic means approved by the board of directors.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least a majority of directors are present or represented.

Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting.

The chairman of the board of directors shall have a casting vote.

One or more directors may participate in a board meeting by means of a conference call, a video conference or via any similar means of communication enabling several persons participating to communicate with each other simultaneously and permitting their identification. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting and the meeting shall be deemed to have taken place at the registered office of the company. These means of communication must satisfy the technical requirements ensuring an effective participation at the meeting, the deliberations of which are retransmitted on a continuous basis.

A written decision, signed by all the directors, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the board of directors which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content.

The members of the board of directors as well as any other person(s) attending the meeting of the board of directors, shall not disclose, even after the end of their relationship, the information they possess on the company and the disclosure of which could harm the interests of the company, except in cases where such a disclosure is required or permissible under legal or regulatory requirements or if it is in the public interest.

Art. 9. Minutes of Meetings of the Board of Directors. The minutes of any meeting of the board of directors will be signed by the chairman of the meeting and by any other director. The proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts of such minutes which are produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the chairman of the board of directors.

If the board of directors is composed of only one (1) member, the resolutions of the sole director shall be documented in writing.

Art. 10. Powers of the Board of Directors. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the company's corporate object. All powers not expressly reserved by law or by the present Articles of Incorporation to the sole shareholder or general meeting of shareholders are within the competence of the board of directors.

The board of directors may decide to set up one or more committees whose members may be but need not be directors. In that case the board of directors shall appoint the members of such committee(s) and determine the powers of the committee(s).

Art. 11. Delegation of Powers. The board of directors may delegate the daily management of the company and the representation of the company within such daily management to one or more directors, officers, executives, employees or other persons who may be but need not be shareholders, or delegate special powers or proxies, or entrust specific permanent or temporary functions to persons or agents chosen by it.

Art. 12. Appointment of a Permanent Representative. Any director which is a legal entity must appoint a permanent representative.

Art. 13. Representation of the Company. The company will be bound towards third parties by the joint signatures of any two (2) directors when the board is composed of at least three (3) members, or by the single signature of the sole director when the board is composed of only one (1) member, or by the single signature of the person to whom the daily management of the company has been delegated, within such daily management, or by the joint signatures or single signature of any person(s) to whom such signatory power has been delegated by the board of directors but only within the limits of such power.

Art. 14. Supervision. The company is supervised by one or several statutory auditors, shareholders or not, who are appointed by the General Meeting which fixes their number and their term of office.

Chapter IV. - General Meeting of Shareholders

Art. 15. Powers of the General Meeting of Shareholders. Any duly constituted general meeting of shareholders of the company represents the entire body of shareholders. Subject to the provisions of article 10 above, it has the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the company.

As long as one shareholder holds all shares in the company, all powers vested in the general meeting of the shareholders will be exercised by the sole shareholder.

The resolutions of the general meeting of shareholders or the sole shareholder which are taken within the scope of the first paragraph of this Article shall be recorded in minutes or drawn up as a written decision.

Art. 16. Annual General Meeting. The annual general meeting shall be held at the registered office of the company or at such other place as may be specified in the notice convening the meeting on the second Friday of March of each year, at 10.00 a.m..

If such day is a public holiday, the meeting will be held on the next following business day.

Art. 17. Other General Meetings. The board of directors or the statutory auditor(s) may convene other general meetings of shareholders. Such meetings must be convened if shareholders representing at least one tenth of the company's capital so require.

One or more shareholders representing together at least ten percent of the company's subscribed capital may require the inclusion of one or more new points in the agenda of all general meetings. Such request shall be addressed to the registered office of the company by registered mail at least five days before the general meeting is held.

General meetings of shareholders, including the annual general meeting, may be held abroad if, in the judgement of the board of directors, which is final, circumstances of force majeure so require.

Art. 18. Procedure, Vote. General meetings of shareholders are convened by notice made in compliance with the provisions of law.

If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing as his proxy another person who need not be a shareholder in writing or by cable, telegram, telex or fax.

Each share is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by law.

Except as otherwise required by law, resolutions will be taken irrespective of the number of shares represented, by a simple majority of votes.

Copies or extracts of the minutes of the general meeting of shareholders to be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the chairman of the board or by any two directors.

Shareholders participating in a shareholders' meeting by visioconference or any other telecommunication methods allowing for their identification shall be deemed present for the purpose of quorum and majority computation. Such telecommunication methods shall satisfy all technical requirements to enable the effective participation in the meeting and the deliberations of the meeting shall be transmitted on a continuous basis.

Chapter V. - Fiscal Year, Allocation of Profits

Art. 19. Fiscal Year. The company's accounting year begins on the first day of January and ends on the last day of December of each year.

The board of directors draws up the annual accounts. It submits these documents together with a report on the operations of the company at least one month before the date of the annual general meeting to the statutory or independent auditor(s) who will make a report containing his (their) comments on these documents.

Art. 20. Appropriation of Profits. From the annual net profits of the company, five per cent (5%) will be allocated to the reserve required by law. That allocation will cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the company.

Upon recommendation of the board of directors, the sole shareholder or the general meeting of shareholders determines how the remainder of the annual net profits will be disposed of. It may decide to allocate the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision reserve, to carry it forward to the next following fiscal year or to distribute it to the shareholder(s) as a dividend.

Subject to the conditions fixed by law, the board of directors may pay out an advance payment on dividends. The board of directors fixes the amount and the date of payment of any such advance payment.

Chapter VI. - Dissolution, Liquidation

Art. 21. Dissolution, Liquidation. The company may be dissolved by a decision of the sole shareholder or the general meeting of shareholders voting with the same quorum and majority as for the amendment of these Articles of Incorporation, unless otherwise provided by law.

Should the company be dissolved anticipatively or by expiration of its term (if applicable), the liquidation will be carried out by one or more liquidators appointed by the sole shareholder or the general meeting of shareholders, which will determine their powers and their compensation.

Chapter VII. - Applicable Law

Art. 22. Applicable Law. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the law of 10th August 1915 on commercial companies, as amended.

Statement

The undersigned notary states that the conditions provided for by Article 26 of the law of 10th August 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

Transitory Provisions

The first financial year shall begin on the date of incorporation of the company and end on the 31st day of December 2010.

If applicable, the annual general meeting shall be held for the first time on the day and time and at the place as indicated in the Articles of Incorporation in 2011.

Subscription and Payment

The party appearing, having drawn up the Articles of Incorporation of the company, has subscribed to the number of shares and paid up the amounts specified below:

Shareholders	Subscribed Capital	Number of Share(s)	Payments
Nicholas James MARTIN	EUR 31,000.-	1,000	EUR 31,000.-

Proof of all these payments has been given to the undersigned notary who states that the conditions provided for in Article 26 of the law of 10th August 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

Valuation of Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the company as a result of its formation, are estimated at approximately one thousand one hundred euro (1,100.- EUR).

Resolutions of the Sole Shareholder

The above-named person, representing the entire subscribed capital, has immediately proceeded to take the following resolutions:

I) The number of directors is set at 1 (one).

The Company will be administered by the following director:

Mr Nicholas James MARTIN, chartered accountant, born on the 3rd day of January, 1974, in Guernsey, residing at F-54730 Gorcy, 1, rue Neuf Ville.

II) The number of independent auditor(s) is set at 1 (one).

The Company will be administered by the following independent auditor:

Coficom Sàrl, a company with registered office at L-9227 Diekirch, 5052, Esplanade.

III) The registered office of the company is established at L-9227 Diekirch, 50, Esplanade.

The undersigned notary who understands and speaks English, hereby declares that at the request of the person appearing, named above, this deed and the Articles of Incorporation contained herein, are worded in English, preceded by a German version; at the request of the same person appearing, in case of divergences between the English and the German texts, the German version shall prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read and translated to the person appearing known to the undersigned notary by its name, usual surname, civil status and residence, said person appearing has signed with us, the notary, the present original deed.

Gezeichnet: N. J. MARTIN, G. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 26 mai 2010. Relation: LAC/2010/23037. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, erteilt.

Luxemburg, den 8. Juni 2010.

Référence de publication: 2010064444/453.

(100080304) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2010.

Pictor Specialized Fund S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 142.108.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PICTOR SPECIALIZED FUND S.A.

Signature / Signature

Administrateur BPR / Administrateur SER

Référence de publication: 2010074194/12.

(100067576) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2010.

Davisol Finance Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 79.568.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DAVISOL FINANCE HOLDING S.A.

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2010074195/12.

(100067574) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2010.

Delta Africa Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 100.970.

Les comptes annuels au 31 janvier 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

S G G S.A.

412F, route d'Esch

L-2086 LUXEMBOURG

Signatures

Référence de publication: 2010074196/13.

(100067572) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2010.

CFT Consultancy S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 153.439.

STATUTS

L'an deux mille dix, le vingt et un mai.

Par-devant Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

U.G.I.B HOLDING S.A., une société ayant son siège social à L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 141.747,

ici représentée par Madame Séverine GERMINI, employée privée, demeurant professionnellement à L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen,

en vertu d'une procuration spéciale du 18 mai 2010 laquelle, après signature ne varietur, par le notaire instrumentant et le mandataire, restera annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle comparante, ès qualités qu'elle agit, a requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société anonyme qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er} . Dénomination, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et en particulier la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et par la loi du 25 août 2006 ainsi que par les présents statuts.

La Société existe sous la dénomination de «CFT CONSULTANCY S.A.».

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré dans tout autre lieu de la commune par simple décision du conseil d'administration.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura d'effet sur la nationalité de la société. La déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société aura pour objet la consultance en management et en gestion d'entreprise.

La société pourra accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers.

La société a en outre pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

Titre II. Capital, Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à TRENTE ET UN MILLE EUROS (31.000.- EUR) représenté par MILLE (1.000) actions d'une valeur nominale de TRENTE ET UN EUROS (31.- EUR) chacune.

Les actions de la société peuvent être créées au choix du propriétaire en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Les titres peuvent aussi être nominatifs ou au porteur, au gré de l'actionnaire.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions, sous les conditions prévues par la loi.

Les propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun pris parmi eux ou en dehors d'eux.

En cas de démembrement de la propriété des actions, l'exercice des droits sociaux, et en particuliers le droit de vote aux assemblées générales, est réservé aux actionnaires détenteurs de l'usufruit des actions, à l'exclusion des actionnaires détenteurs de la nue-propriété des actions; l'exercice des droits patrimoniaux, tels que ces derniers sont déterminés par le droit commun, est réservé aux actionnaires détenteurs de la nue propriété des actions à l'exclusion des actionnaires détenteurs de l'usufruit des actions.

Titre III. Administration

Art. 6. En cas de pluralité d'actionnaires, la Société doit être administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Si la Société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la Société a seulement un actionnaire restant, le Conseil d'Administration peut être réduit à un Administrateur ("Administrateur Unique") jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires constatant l'existence de plus d'un actionnaire. Une personne morale peut être membre du Conseil d'Administration ou peut être l'Administrateur Unique de la Société. Dans un tel cas, son représentant permanent sera nommé ou confirmé en conformité avec la Loi.

Les Administrateurs ou l'Administrateur Unique sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires pour une période n'excédant pas six ans et sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale des actionnaires. Ils restent en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient nommés. Les Administrateurs élus sans indication de la durée de leur mandat, seront réputés avoir été élus pour un terme de six ans.

En cas de vacance du poste d'un administrateur pour cause de décès, de démission ou autre raison, les administrateurs restants nommés de la sorte peuvent se réunir et pourvoir à son remplacement, à la majorité des votes, jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires portant ratification du remplacement effectué.

Art. 7. Le conseil d'administration choisit parmi ses membres un président.

Le conseil d'administration d'administration se réunit sur ses la convocation du président, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Il doit être convoqué chaque fois que deux administrateurs le demandent.

Art. 8. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la Loi ne réserve pas expressément à l'assemblée générale des Actionnaires sont de la compétence du Conseil d'Administration.

Tout Administrateur qui a un intérêt opposé à celui de la Société, dans une opération soumise à l'approbation du Conseil d'Administration, est tenu d'en prévenir le conseil et de faire mentionner cette déclaration dans le procès-verbal

de la séance. Il ne peut prendre part à cette délibération. Lors de la prochaine assemblée générale, avant tout vote sur d'autres résolutions, il est spécialement rendu compte des opérations dans lesquelles un des Administrateurs aurait eu un intérêt opposé à celui de la Société.

En cas d'un Actionnaire Unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la Société et son Administrateur ayant un intérêt opposé à celui de la Société.

En cas d'Administrateur Unique, tous ces pouvoirs seront réservés à cet Administrateur Unique.

Art. 9. Envers les tiers, en toutes circonstances, la Société sera engagée, en cas d'Administrateur Unique, par la signature unique de son Administrateur Unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe de deux Administrateurs ou par la signature unique de toute personne à qui le pouvoir de signature aura été délégué par le Conseil d'Administration ou par l'Administrateur Unique de la Société, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Envers les tiers, en toutes circonstances, la Société sera engagée, en cas d'Administrateur-délégué nommé pour la gestion et les opérations courantes de la Société et pour la représentation de la Société dans la gestion et les opérations courantes, par la seule signature de l'Administrateur-délégué, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 10. Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs qui prendront la dénomination d'administrateurs-délégués.

Il peut aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, choisis dans ou hors son sein, associés ou non.

Art. 11. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la société par le conseil d'administration, poursuites et diligences de son président ou d'un administrateur délégué à ces fins.

Art. 12. La Société peut avoir un actionnaire unique lors de sa constitution. Il en est de même lors de la réunion de toutes ses actions en une seule main. Le décès ou la dissolution de l'actionnaire unique n'entraîne pas la dissolution de la société.

S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire unique assure tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires et prend les décisions par écrit.

En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour ordonner, exécuter ou ratifier tous les actes relatifs à l'activité de la Société.

Toute assemblée générale sera convoquée conformément aux dispositions légales.

Elles doivent être convoquées sur la demande d'Actionnaires représentant dix pour cent du capital social.

Lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir pris connaissance de l'agenda de l'assemblée, ils pourront renoncer aux formalités préalables de convocation.

Un actionnaire peut être représenté à l'assemblée générale des actionnaires en nommant par écrit (ou par fax ou par e-mail ou par tout moyen similaire) un mandataire qui ne doit pas être un actionnaire et est par conséquent autorisé à voter par procuration.

Les actionnaires sont autorisés à participer à une assemblée générale des actionnaires par visioconférence ou par des moyens de télécommunications permettant leur identification et sont considérés comme présent, pour les conditions de quorum et de majorité. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à l'assemblée dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

Sauf dans les cas déterminés par la loi ou les Statuts, les décisions prises par l'assemblée ordinaire des actionnaires sont adoptées à la majorité simple des voix, quelle que soit la portion du capital représentée.

Lorsque la société a un actionnaire unique, ses décisions sont des résolutions écrites.

Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires convoquée aux fins de modifier une disposition des Statuts ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié du capital est présente ou représentée et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées. Si la première de ces conditions n'est pas remplie, une seconde assemblée peut être convoquée, dans les formes prévues par les Statuts ou par la loi. Cette convocation reproduit l'ordre du jour, en indiquant la date et le résultat de la précédente assemblée. La seconde assemblée délibère valablement, quelle que soit la proportion du capital représenté. Dans les deux assemblées, les résolutions, pour être valables, doivent être adoptées par une majorité de deux tiers des Actionnaires présents ou représentés.

Cependant, la nationalité de la Société ne peut être changée et l'augmentation ou la réduction des engagements des actionnaires ne peuvent être décidées qu'avec l'accord unanime des actionnaires et sous réserve du respect de toute autre disposition légale.

Titre IV. Surveillance

Art. 13. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale, qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat, qui ne peut excéder six années.

Titre V. Assemblée Générale

Art. 14. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans les convocations, le 4^{ème} mercredi du mois de juin à 9.30 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale a lieu le premier jour ouvrable suivant.

Titre VI. Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 15. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 16. L'excédent favorable du bilan, défalcation faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Titre VII. Dissolution, Liquidation

Art. 17. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Titre VIII. Dispositions générales

Art. 18. Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et de ses lois modificatives.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2010.
- 2) La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2011.

Souscription et Libération

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, la comparante, représentée comme mentionné ci-avant, déclare souscrire les mille (1.000) actions.

Toutes les actions ont été intégralement libérées, de sorte que la somme de TRENTE ET UN MILLE EUROS (31.000.- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 nouveau de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, à environ neuf cents Euros (900.- EUR).

Assemblée Générale Extraordinaire

Le comparante préqualifiée telle que représentée, représentant la totalité du capital souscrit et agissant en tant qu'actionnaire unique de la société a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à un et celui des commissaires également à un.
2. Est nommé administrateur:

Monsieur Albert AFLALO, administrateur de sociétés, né à Fès (Maroc), le 18 septembre 1963, demeurant professionnellement à L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

3. Est appelée aux fonctions de commissaire aux comptes:

MONTBRUN REVISION S.à r.l., ayant son siège social à L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle, R.C. Luxembourg B 67.501.

4. Le mandat des administrateurs et du commissaire ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statutaire de l'année 2015.

5. Le siège social de la société est fixé à L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: S. GERMINI, G. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 26 mai 2010. Relation: LAC/2010/23067. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 juin 2010.

Référence de publication: 2010064321/190.

(100080302) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2010.

Cyrom Administration, s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7241 Bereldange, 204, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 107.730.

L'an deux mille dix, le trois mai.

Par-devant Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage.

A COMPARU:

La société "WESTFELL HOLDINGS LIMITED", avec siège social à No. 8, Triq il-Lumija, San Gwann, SGN 2621 Malte, inscrite au registre des sociétés de Malte sous le numéro C 34.995,

détentriche de cent vingt-quatre (124) parts sociales,

ici représentée aux fins des présentes par Madame Elena SANTAVICCA, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 30 mars 2010, laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par la mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Laquelle comparante, agissant en sa qualité de seule associée de la société à responsabilité limitée "CYROM ADMINISTRATION, S.à r.l." (numéro d'identité 2005 24 09 935), avec siège social à L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 107.730, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 28 avril 2005, publié au Mémorial C, numéro 917 du 20 septembre 2005.

a requis le notaire d'acter la résolution suivante:

Résolution

L'associée unique décide de transférer le siège social de L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich, dans la commune de Walferdange, à L-7241 Bereldange, 204, route de Luxembourg, Bureau no. B-116.

En conséquence, la première phrase de l'article 4 des statuts est modifiée et aura désormais la teneur suivante:

a) version anglaise:

«**Art. 4. First sentence.** The registered office is established in the municipality of Walferdange.»

b) version française:

«**Art. 4. Première phrase.** Le siège social est établi dans la commune de Walferdange.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à sept cent cinquante euros (€ 750.-).

DONT ACTE, fait et passé à Bascharage, en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la comparante, celle-ci a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: SANTAVICCA, A. WEBER.

Enregistré à Capellen, le 5 mai 2010. Relation: CAP/2010/1553. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

Le Receveur (signé): NEU.

Pour expédition conforme, délivrée à la société à sa demande, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bascharage, le 14 mai 2010.

Alex WEBER.

Référence de publication: 2010075406/43.

(100068844) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2010.